



**RAPPORT ANNUEL
D'ACTIVITES
2008^①**

Final

**Agence Exécutive
"Education, Audiovisuel & Culture"**

^① The 2008 Annual Activity Report (AAR) of the executive Agency has been developed on the basis of the requirements defined in the Commission standing instructions for the preparation of AARs (SEC(2008)3010 of 2 December 2008).

TABLE DES MATIERES

MESSAGE DE GILBERT GASCARD, DIRECTEUR DE L'AGENCE EXECUTIVE.....	3
PARTIE 1–RESULTATS ATTEINTS EN 2008 PAR ACTIVITE ABB.....	6
I. Activité ABB relative aux domaines Société de l'Information et Médias.....	6
1.1. Activité "Audiovisuel".....	6
II. Activités ABB relatives aux domaines Education et Culture, y compris relations extérieures.....	9
1.2. Activité "Education et Formation", et Eurydice Network.....	9
1.3. Activité Culture".....	21
1.4. Activité "Jeunesse".....	24
1.5. Activité Citoyennete".....	27
III. Activités "Coordination et Communication" et "Support administratif.....	30
PARTIE 2 – GESTION ET SYSTEMES DE CONTROLE INTERNE.....	31
2.1. Inherent nature and characteristics of the executive Agency's risks.....	31
2.1.1 Modes de fonctionnement et de gestion de l'Agence exécutive.....	31
2.1.2 Risques spécifiques à la mission et à la nature des activités de l'Agence exécutive.....	31
2.1.3 Gestion de la performance et des risques critiques 2008.....	32
2.1.4 Gestion des Ressources de l'Agence exécutive.....	35
2.1.4.a. Budget opérationnel.....	35
2.1.4.b. Budget de fonctionnement.....	44
2.1.4.c. Ressources humaines.....	46
2.1.4.d. Informatique.....	48
2.1.4.e. Logistique.....	49
2.1.5 Information et Communication.....	50
2.2. Management and Control Systems.....	54
2.3 Follow-up of 2007 Annual Activity Report, of audit recommendations and Audit work...	58
2.4 Key indicators supporting reasonable assurance.....	61
2.5 Conclusion on the effectiveness of the internal control system.....	63
PARTIE 3 – RESERVE ET IMPACT SUR LA DECLARATION.....	65
PARTIE 4 - DECLARATION D'ASSURANCE.....	67
ANNEXES (présentées séparément).....	68
1. Statement of the resources Head of Unit of the Executive Agency	
2. Follow-up of previous Synthesis's Action Plan	
3. Human and financial resources by ABB Activity	
4. Draft annual accounts and financial reports for financial year 2008	
5. Internal Control Template (ICT) for budget implementation	

MESSAGE DE GILBERT GASCARD, DIRECTEUR DE L'AGENCE EXECUTIVE

La troisième année opérationnelle de l'Agence exécutive se caractérise d'une part, par la mise en œuvre d'actions de consolidation de l'organisation interne et de simplification en vue d'une gestion plus fluide des programmes et d'autre part, par la poursuite de sa mission dans un cadre élargi à des actions additionnelles¹ en matière d'éducation et de formation, de culture ainsi qu'en matière de coopération extérieure où l'Agence exécutive couvre à présent des lots géographiques supplémentaires² et des projets avec davantage de pays industrialisés³. Par ailleurs, courant 2008, la Commission a également étendu le mandat de l'Agence Exécutive à la gestion de programmes supplémentaires⁴ et l'Agence Exécutive s'est vu confier la reprise du réseau "Eurydice"⁵. En parallèle, l'Agence exécutive a poursuivi les activités de suivi et de clôture des projets de la génération des programmes antérieurs.

Les résultats obtenus et les travaux accomplis s'inscrivent dans la ligne des objectifs fixés pour 2008:

1. Réseau Eurydice

En vue de la reprise des activités de l'Unité européenne *Eurydice*, l'Agence exécutive a finalisé le recrutement du personnel de la nouvelle unité "Eurydice" et celle-ci a démarré ses activités au 16 septembre 2008 comme prévu. Par ailleurs, de commun accord avec la Commission, l'Agence exécutive a assuré, dès le mois d'avril 2008, la gestion des subventions de fonctionnement aux unités nationales Eurydice;

2. Simplification

Les mesures de simplification prévues ont été mises en œuvre. Dans le cadre de la gestion des subventions, les décisions de subventions unilatérales ont remplacé, pour un certain nombre de volets de programmes, les conventions de subventions et les conventions-cadres de partenariat sont désormais utilisées pour les subventions de fonctionnement des programmes LLP, Culture 2007, Jeunesse en Action et l'Europe pour les Citoyens, et pour un certain nombre d'actions du programme MEDIA 2007. Par ailleurs, les initiatives en vue de l'utilisation d'un système de financement forfaitaire pour l'octroi de subventions de fonctionnement ont été menées à bien et seront d'application pour les sélections 2009 pour les programmes Citoyenneté, LLP, Culture et Jeunesse en Action. L'approche guide programme déjà d'application pour les programmes "Jeunesse en Action" et "L'Europe pour les Citoyens" a été élargie au programme "Culture 2007" et au nouveau programme Erasmus Mundus II. Par ailleurs, l'utilisation du formulaire électronique de soumission des candidatures sera utilisée pour l'appel à propositions général 2009 LLP;

3. Mise en œuvre des actions correspondant au cycle de vie des projets

Au cours de l'année 2008, l'Agence Exécutive a publié dans les délais prévus 34 appels à propositions et trois guides de programme⁶ portant sur l'ensemble des volets de programmes délégués pour les exercices budgétaires 2008 et 2009. Le calendrier de certains appels a été anticipé et a permis de démarrer les processus de sélection plus tôt. Ceux-ci ont été organisés dans les délais impartis et conformément à la réglementation et ont donné lieu à l'évaluation de 9.220 candidatures⁷ à une subvention et à la sélection de près de 3.900 nouveaux projets⁷, soit un taux de sélection de 42 %. Les résultats sont globalement en ligne avec le nombre de subventions planifiées pour 2008 (3.715 projets), avec toutefois un résultat supérieur aux estimations pour les programmes "Jeunesse en Action" et "L'Europe pour les Citoyens". En outre,

¹ Les nouvelles actions déléguées à l'Agence exécutive pour 2008 concernent notamment le programme LLP {National Teams of Bologna Experts, projets ECVET (European Credit system for Vocational Education and training) et études/appels d'offres, projets PIIAC 2008, Eurydice National Units et National lifelong learning strategies (NLLS)}, Culture (études/appels d'offres) Jeunesse en Action (projets d'information et études/appels d'offres) et L'Europe pour les Citoyens {Points Europe pour les Citoyens (PEC) et structures d'information}.

² 9 lots géographiques additionnels dans le cadre du programme Erasmus Mundus – External Cooperation Window ().

³ Projets de coopération bilatérale dans le cadre de l'enseignement supérieur et de la formation avec le Japon, la Corée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande;

⁴ Programme MEDIA II (Décision de la Commission 2008/629/CE du 12 juin 2008), Programme Tempus III et Action Tempus IV (Décision de la Commission 2008/785/EC du 9 octobre 2008).

⁵ Décision de la Commission 2007/114/CE du 8 février 2007

⁶ Culture, L'Europe pour les Citoyens et Erasmus Mundus II

⁷ Ce chiffre ne tient pas compte des subventions octroyées à des bénéficiaires désignés, des projets ayant fait l'objet d'un renouvellement de contrat, ni des appels d'offres.

l'Agence a mené à bien les travaux requis pour l'octroi de 268 subventions aux organismes bénéficiaires désignés et le renouvellement de 820 contrats pour des projets MEDIA 2007 et Erasmus Mundus. Par ailleurs, 976 chartes universitaires Erasmus ont été décernées.

Les processus de décisions d'octroi de subvention et de contractualisation ont été ralentis⁸ pour la plupart des programmes en 2008 en raison de la procédure consultative de comitologie d'application jusqu'à fin décembre 2008⁹. Toutefois, les calendriers d'exécution ont globalement été respectés grâce aux efforts mis en œuvre par l'Agence Exécutive principalement au cours du dernier trimestre 2008 pour contractualiser et exécuter les paiements de la quasi-totalité des projets. Le cas échéant, des engagements globaux ont été effectués. Le taux d'exécution des crédits d'engagement (488 Mio €) à fin 2008 a atteint 99,3 % et est quasiment optimum sur tous les programmes. En ce qui concerne les crédits de paiement, le taux d'exécution s'élève à 96,8 % et le montant exécuté à 406 Mio €. L'exécution tant des crédits d'engagement que de paiements est supérieure aux cibles prévues dans le plan de gestion 2008. Le délai de paiement a été réduit à 44 jours en nette amélioration par rapport à 2007 et 92 % des paiements relatifs aux nouveaux programmes ont été effectués dans les délais réglementaires.

Pour la nouvelle génération de programmes délégués à l'Agence, 2.280 projets ont été clôturés. En parallèle, l'Agence a poursuivi la gestion des projets des programmes antérieurs, en ce les projets transférés par la Commission, pour lesquels 2.970 projets ont été clôturés, dans le respect des exigences de régularité et de bonne gestion financière. Au total, 241 visites de monitoring ont également été conduites en 2008.

Par ailleurs, les objectifs cibles en matière d'apurement des engagements dormants (RAL¹⁰ anormal) et de traitement des créances échues et impayées ont été atteints, avec 934 cas de RAL anormaux clôturés à fin 2008 et 90 % des créances précitées et nécessitant une action de l'Agence, traitées aux échéances fixées (fin juin et fin décembre 2008).

Par ailleurs, l'Agence Exécutive a publié 8 appels d'offre concernant des études déléguées en 2008 à l'Agence dans le cadre du programme "Culture" et "Jeunesse en Action" et "L'Europe pour les Citoyens" ainsi qu'en vue de la mise à disposition de services spécifiques. La mise en œuvre des études déléguées en 2007 s'est également poursuivie.

4. *Activités de communication*

Les activités de communication vis-à-vis des bénéficiaires potentiels et de valorisation de l'information relative aux projets ont été menées de manière cohérente avec les activités correspondantes des DG de tutelle. L'Agence exécutive a notamment organisé 4 Infodays (LLP et Culture) ainsi que plusieurs réunions de projets et a participé à certains événements conjoints.

5. *Modernisation et rationalisation des systèmes d'information utilisés*

L'Agence exécutive a poursuivi les travaux de modernisation et de rationalisation des systèmes d'information existants, notamment en ce qui concerne l'application SAYKISS dans le cadre de la sélection et du monitoring de projets. Elle a par ailleurs participé à l'ensemble des actions relatives au projet SYMMETRY en support de la DG EAC, et en particulier aux tests des actions pilotes de la nouvelle version PMS 1.

6. *Consolidation de l'organisation interne*

En matière de contrôle interne, l'Agence exécutive a poursuivi la consolidation de certaines procédures visant la mise en œuvre complète des exigences de base des standards de contrôle interne ainsi que l'appropriation renforcée de certains standards par le personnel. Des progrès significatifs ont notamment été réalisés en ce qui concerne les standards identifiés comme prioritaires tant en ce qui concerne "l'évaluation et le développement du personnel", les "processus et procédures" et "l'information comptable et financière".

En vue d'accomplir les nouvelles tâches liées à l'extension de son mandat, notamment au réseau Eurydice, l'Agence exécutive a poursuivi ses activités de sélection et de recrutement de personnel supplémentaire,

⁸ Nonobstant la prise en compte de la procédure de comitologie dans la planification opérationnelle de l'Agence Exécutive.

⁹ La procédure consultative a été remplacée depuis fin 2008 par l'obligation faite à la Commission d'informer le Parlement européen et les Etats membres sans délai de toutes les mesures prises pour mettre en œuvre les programmes concernés.

¹⁰ Reste à liquider – Nbre d'engagements dormants

permettant d'atteindre un taux d'occupation à fin 2008 de 92 %, en augmentation par rapport à 2007. Le cadre réglementaire du personnel de l'Agence s'est vu renforcé en 2008 par l'adoption par le comité de direction d'un certain nombre de dispositions.

En matière de contrôle ex-post, l'Agence Exécutive a entrepris une action globale en vue d'accélérer le traitement des dossiers relatifs à des contrôles ex-post des années antérieures et de réduire le nombre de dossiers ouverts à la fin de l'exercice. Le taux brut d'erreur négative de 2,1 % pour 2008, s'est vu réduit par rapport à 2007 alors que le taux d'erreur estimé compte tenu du poids relatif des audits dirigés et des audits aléatoires par rapport à la valeur totale des projets est limité à 1,6 %.

En ce qui concerne le budget de fonctionnement, 98,7 % des crédits d'engagement ont été exécutés totalisant 37,7 Mio €, conséquence d'un suivi régulier et d'une actualisation des prévisions afin d'adapter les crédits aux besoins. En crédits de paiement, l'Agence Exécutive a utilisé 31,5 Mio €, ce qui correspond à une exécution à hauteur de 82,5 %.

Au niveau logistique, l'avis favorable du Parlement Européen sur la location par l'Agence d'un second bâtiment a permis de mener à bien la procédure négociée et de signer le contrat de bail en septembre 2008 dans la perspective d'accueillir le personnel de l'Agence en mars 2009, et de mettre fin à la solution transitoire des bureaux additionnels à BU-29.

7. *Consolidation des relations avec les DG de tutelle*

Grâce aux synergies mises en œuvre entre les DG de tutelle et l'Agence Exécutive, les amendements des bases légales nécessaires à l'extension du mandat de l'Agence pour Tempus, ICI, les lots additionnels External Cooperation et MEDIA II ont été menés à bien et sont en cours pour Erasmus Mundus II.

Par ailleurs, les modalités de coopération, de reporting et de supervision entre les DG de tutelle et l'Agence ont été actualisées, notamment pour intégrer les spécificités de la DG AIDCO, et adoptées par le comité de direction de l'Agence. L'Agence a également contribué, en support des DG de tutelle, à l'évaluation réglementaire des activités de l'Agence.

Les résultats de l'année 2008 sont positifs et mettent en exergue la capacité de l'Agence Exécutive à gérer plusieurs programmes d'action communautaires aux profils différents, dépendant d'activités distinctes, de façon efficace et dans le respect des principes de bonne gestion financière. Les principaux défis liés au démarrage de l'Agence (en 2006) et au lancement de la nouvelle génération de programmes (en 2007) ont été relevés et l'année 2008 marque l'évolution de l'Agence vers un environnement plus stable offrant des perspectives d'initiatives à plus long terme, de consolidation de son expérience dans la gestion de programmes et de l'exploitation de résultats, dans une approche "customer-oriented" renforcée.

A cet égard, le plan de gestion 2009 de l'Agence Exécutive comprend un certain nombre d'actions prioritaires afin de consolider davantage la gestion des programmes communautaires délégués, que ce soit dans le domaine du contrôle interne, du monitoring et du suivi des projets, la poursuite de la simplification des processus de sélection, de la contractualisation et de la clôture de projets, ainsi que de la modernisation des outils, ceci en parallèle à l'extension de ses activités au programme Tempus début 2009.

Gilbert Gascard

PARTIE 1 – RESULTATS ATTEINTS EN 2008 PAR ACTIVITE ABB¹¹

I. Activité ABB relative aux domaines Société de l'Information et Médias

1.1. Activité "Audiovisuel"



L'Activité "Audiovisuel"¹² comprend les initiatives conduites par l'Agence exécutive en vue de la mise en œuvre du programme d'action communautaire "MEDIA 2007"¹³ (2007-2013) et de l'achèvement des volets de programmes antérieurs dans le domaine de l'audiovisuel dont la gestion lui a été déléguée.

Dans ce cadre, les travaux menés par l'Agence exécutive en 2008 ont contribué à la réalisation de l'objectif spécifique suivant de la Commission (DG INFSO) dans le domaine de l'audiovisuel et des médias:

"Develop the competitiveness of the European cinematographic and audiovisual industry through the ongoing development of a Community support policy and strategy in the audiovisual sector".

Les résultats suivants ont été atteints par l'Agence en 2008.

A. Résultats 2008 dans le cadre de la mise en œuvre du programme "MEDIA 2007" (15.044400)

- 1) Au cours de l'année 2008, l'Agence a organisé les travaux de **sélection des projets** faisant suite au lancement des appels à propositions publiés en 2007 (9)¹⁴ et en 2008 (7)¹⁵ pour l'exercice budgétaire 2008 dans le cadre des six volets du programme MEDIA 2007 délégués à l'Agence. Les procédures de sélection se sont déroulées dans de bonnes conditions et en respectant les délais prévus ainsi que les principes de protection des données personnelles.

Pour les 24 échéances de ces appels, près de 2.800 candidatures ont été analysées et 1.149 projets ont été sélectionnés pour l'octroi de subventions, ce qui représente un taux de réussite global de 41 %. Les résultats se ventilent comme suit:

- 47 projets de formation (Volet 1);
- 359 projets de développement (Volet 2);
- 587 projets de distribution¹⁶ (Volet 3);
- 135 projets de promotion (Volet 4);
- 3 projets pilotes de développement technologique (Volet 5)
- 18 projets accès on-line distribution (Volet 6 "New actions").

Les résultats sont en ligne avec la programmation 2008. Toutefois, le nombre de projets sélectionnés aux volets "Formation" et "Développement" est légèrement supérieur aux prévisions, alors que les volets "Distribution" et "Promotion" ont remporté un succès plus modeste que celui escompté.

Il ressort également que le volet "Formation" ne compte aucune candidature inéligible alors que le volet "Développement", notamment pour les projets individuels, les paquets de projets (1^{ère} échéance) et les œuvres interactives, ainsi que le volet "Distribution", le volet "Promotion (Festivals) et les "projets

¹¹ Selon la circulaire pour la préparation des rapports annuels d'activités (SEC(2008)3010), la section 1.1 reprend les résultats politiques au niveau du domaine de compétences. Etant donné que les aspects politiques ne relèvent pas de l'Agence exécutive, mais de ses DG de tutelle, la structure du rapport annuel d'activité de l'Agence a été adaptée conformément.

¹² Activité ABB 0906 "i2010-Politique audiovisuelle et programme MEDIA"

¹³ Décision N° 1718/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006

¹⁴ 2007: EACEA/6, /7, /14, /16, /17, /18, /19, /28, /29/2007

¹⁵ 2008: EACEA/3, /4, /8, /9, /11, /12 et 23/2008

¹⁶ Le soutien octroyé dans le cadre du mécanisme de la génération de fonds et réinvestissements des actions 3.4 "Soutien automatique au cinéma" et 3.5 "Sales Agents" fait l'objet d'un paragraphe distinct (§5 sous 1).

pilotes" ont enregistré un taux d'inéligibilité élevé qui a été dans une certaine mesure compensé par le nombre de candidatures reçues.

Suite aux décisions d'octroi de subventions prises par la Commission après comitologie pour les sélections susmentionnées, l'Agence Exécutive a finalisé la contractualisation de l'ensemble des projets ainsi que la quasi totalité des paiements.

Dans le cadre du **mécanisme de génération de fonds et du réinvestissement**, propre aux Actions de "Soutien automatique cinéma" et "Sales Agents", l'Agence exécutive a assuré en 2008 la conclusion de 561 contrats faisant suite aux 2 appels à propositions concernés (EACEA/5/2007 et EACEA/24/2007) ainsi que le processus des paiements en résultant. Le succès remporté par les 2 appels a été supérieur à celui escompté et affiche 18 % d'interventions supplémentaires par rapport à la programmation (474).

- 2) En parallèle aux travaux de sélection pour les appels à propositions 2008, l'Agence a publié 8 nouveaux appels à propositions pour **l'exercice 2009** visant le volet 2 "Développement" (EACEA/24/2008, EACEA/25/2008 et EACEA/28/2008), le volet 3 "Distribution" (EACEA/13/2008, EACEA/20/2008 et EACEA/22/2008) et le volet 4 "Promotion" (EACEA/18/2008 et EACEA/19/2008). Les processus de sélection ont été initiés en 2008 pour certains de ces appels.
- 3) En ce qui concerne les **marchés publics**, l'Agence Exécutive a publié fin 2008 un nouvel appel d'offres pour les "stands" au volet "Promotion" (EACEA/2008/3).
- 4) Dans le cadre de la **simplification**, les mesures prévues ont été mises en œuvre:
 - Pour ce qui concerne le volet "Développement", la simplification relative aux *critères d'éligibilité* et l'allègement des *formulaire de candidatures* a abouti à un accroissement important du nombre de candidatures de plus de 80 % pour les projets individuels et les paquets de projets;
 - L'introduction des *accords de partenariat pluriannuel* pour les actions "Formation continue", "Réseau de salles", "Accès aux marchés" et "Festivals" (volets "Formation", "Distribution" et "Promotion") accélérera les procédures de sélection et de contractualisation en 2009;

Par ailleurs, en termes d'amélioration de gestion, un nouveau système de calcul a été introduit au volet distribution en vue d'une meilleure allocation du soutien pour les distributeurs des petites et moyennes entreprises;

- 5) Au cours de l'année 2008, l'Agence Exécutive a participé aux **InfoDays** organisés en parallèle aux festivals audiovisuels qui ont eu lieu au sein des pays de l'Union européenne. L'Agence a également participé aux marchés de l'audiovisuel qui se sont tenu en 2008 dans divers pays de l'Union. A ces occasions, l'Agence a assuré la promotion du programme MEDIA 2007, notamment en effectuant des présentations à l'attention de candidats potentiels et en tenant des séances d'information et d'échanges sur les nouvelles lignes directrices du programme et le monitoring des projets pour les bénéficiaires.
- 6) En 2008, l'Agence Exécutive a analysé environ 80 **rapports intermédiaires** pour lesquels les paiements ont été effectués. Par ailleurs, l'Agence a finalisé l'analyse de plus de 1.000 **rapports finaux** dont la grande majorité (95 %) ont été reçus en 2008 et pour lesquels les paiements finaux ont été effectués. Par ailleurs, 81 lettres de débit ont été émises et plus de 1.000 projets du programme MEDIA 2007 ont été clôturés. L'Agence Exécutive a exécuté l'intégralité des **crédits de paiements** 2008 (73 Mio €).

Résultats additionnels – Mise en oeuvre du programme "MEDIA 2007" - 09.060100

Appels d'offres publiés	Appels à propositions publiés*	Nbre de projets planifiés (PGA 2008)**	Nbre de projets sélectionnés**	Taux de sélection projets**	Montant total des crédits engagés et taux d'exécution au 31.12.2008	Nbre de paiements intermédiaires réalisés en 2008	Nbre de paiements finaux réalisés en 2008	Nbre de projets clôturés en 2008	Nbre de visites de monitoring de projets
1	16	1.176	1.149	41 %	93,6 Mio € (100 %)	72	1.025	1.077	60

* Exercices budgétaires 2008 (8) et 2009 (8)

** Non compris les appels d'offres et les renouvellements dans le cadre du mécanisme de la génération de fonds et réinvestissement des actions "Soutien automatique cinéma" et "Sales Agents" du volet "Distribution".

B. Résultats 2008 dans le cadre de l'achèvement des programmes antérieurs¹⁷ dans le domaine de l'audiovisuel (09.060200)

1) Au cours de l'année 2008, l'Agence Exécutive a exécuté 31 **paiements intermédiaires** visant des projets 2006. En parallèle, celle-ci a procédé à l'analyse de près de 600 **rapports finaux** dont 82 % ont été reçu en 2008 et concernent pour l'essentiel des projets des années 2005 et 2006 pour lesquels les paiements finaux ont été exécutés. En outre, près de 400 lettres de débit ont été émises. Plus de 1.300 projets ont pu être clôturés suite à la continuité des efforts dans ce sens en 2008.

En ce qui concerne les **créances échues et impayées**, conformément à l'objectif cible de traiter 90 % de celles-ci au premier semestre, l'Agence Exécutive a traité 48 des 76 créances échues et impayées au 31 décembre 2007¹⁸ et une vingtaine de dossiers MEDIA II supplémentaires ont été clôturés dès l'adoption par la Commission de la décision portant délégation de ce programme à l'Agence en juillet 2008, permettant ainsi à l'Agence d'atteindre l'objectif prévu. Il convient de noter que dans l'attente de la modification du mandat de l'Agence Exécutive¹⁹ et de la décision lui portant délégation du programme MEDIA II²⁰, la majorité des dossiers d'ordres de recouvrement découlant du programme MEDIA II ont été préparés par l'Agence Exécutive et transmis à la Commission (DG INFSO) pour ordonnancement conformément à l'accord conclu en décembre 2007.

La balance âgée au 30 juin 2008 révélant un stock de 73 créances échues et impayées pour lesquelles une action de la part de l'Agence était nécessaire, cette dernière en a traité 69 au cours du second semestre, correspondant à 94,5 % et répondant donc à l'objectif cible de 90 % à fin décembre 2008.

Au cours de l'année 2008, l'Agence Exécutive a par ailleurs émis 398 OR concernant des projets antérieurs à 2007.

2) Les **crédits de paiement** pour l'achèvement des programmes antérieurs ont été intégralement exécutés.

Résultats additionnels					
Achèvement des programmes antérieurs dans le domaine de l'audiovisuel et des média - 09.060200					
Nbre de paiements intermédiaires effectués en 2008	Nbre de paiements finaux effectués en 2008	Nbre de notes de débit émises	Nbre de projets clôturés en 2008	Visites de monitoring (projets antérieurs à 2007)	Montant total des crédits de paiements exécutés (achèvement) et taux d'exécution au 31.12.2008
31	570	398	1.369	-	22 Mio € (99,9 %)

¹⁷ Programmes "MEDIA Plus", "MEDIA-Formation", "MEDIA II", "ancienne action i2i"

¹⁸ Rapport annuel d'activités 2007 de l'Agence exécutive

¹⁹ Décision 2008/629/CE de la Commission du 12 juin 2008

²⁰ Décision C(2008)3645 de la Commission du 22 juillet 2008

II. Activités ABB relatives aux domaines Education et Culture, y compris relations extérieures

1.2. Activité "Education et Formation"



L'Activité "Education et Formation"²¹ englobe les actions mises en œuvre par l'Agence exécutive dans les domaines de l'Education et de la Formation.

Conformément à son mandat, l'Agence exécutive s'est appliquée en 2008 à la mise en œuvre et à la gestion de certains volets et actions spécifiques qui lui ont été déléguées au niveau des programmes d'action communautaire "*Education et Formation tout au long de la vie-LLP*"²² (2007-2013) et "*Erasmus Mundus*"²³ (2004-2008) et des *fenêtres additionnelles* avec certains pays des Balkans occidentaux.

En complément et en synergie avec le programme "Erasmus Mundus", les interventions de l'Agence Exécuté ont également visé des actions de *coopération extérieure* dans le domaine de l'éducation avec des pays de l'Europe de l'Est, de l'Est de la Jordanie et de l'Asie centrale ("*External Cooperation Window*") ainsi que des actions de "*coopération bilatérale*" avec les Etats-Unis²⁴ et le Canada²⁵. Dans le prolongement de ces actions, l'Agence exécutive s'est vu confier fin 2008 la mise en œuvre et la gestion de projets de coopération avec des pays industrialisés additionnels (Japon, Australie, Nouvelle-Zélande et Corée) pour lesquels le mandat²⁶ de l'Agence Exécutive ainsi que l'acte lui portant délégation²⁷ ont fait l'objet d'une modification en octobre 2008.

L'éventail d'activités menées par l'Agence Exécutive au cours de l'année 2008 pour les programmes précités a contribué à la réalisation de plusieurs objectifs politique de la Commission. Les résultats atteints par l'Agence Exécutive en 2008 dans la mise en œuvre des volets des programmes qui lui ont été confiés sont repris au regard de ces objectifs dans les paragraphes suivants.

A1. Results achieved in 2008 as regards the implementation of the "Lifelong Learning" Programme (LLP) (15.022200)

In 2008, in addition to the actions initially delegated in the framework of the Lifelong Learning Programme, the Executive Agency has been involved in the implementation and management of additional actions, including the Eurydice national units, and projects under this programme in line with the amendment of its delegation act adopted by the Commission end of May 2008²⁸. The activities carried out in 2008 have contributed to the achievement of the following Commission objectives (DG EAC):

- a) "*Increase the contribution of education and training as well as youth policy to prosperity and social cohesion including an equal opportunity perspective within the European Union*" - 1502;
 - b) "*Increase recognition of the role of languages in competitiveness and cohesion of the European society*" - 1502;
- 1) Following the different deadlines of the *2008 general call for proposals* (EAC/30/2007), the Executive Agency has successfully completed the **selections of proposals** for the different strands of LLP

²¹ Activité ABB "Education et Formation tout au long de la vie, notamment le multilinguisme"
Activité ABB 1910 "Relations avec l'Asie, l'Asie centrale et les pays situés à l'Est de la Jordanie";
Activité ABB 1908 "Politique européenne de voisinage et de Relations avec la Russie – Coopération financière"
Activité ABB 2202 "Aide à la transition et au renforcement des institutions en faveur des pays candidats potentiels"

²² Décision N° 1720/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 (LLP)

²³ Décision N° 2317/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 décembre 2003 (Erasmus Mundus)

²⁴ Décision 2006/910/CE du Conseil du 4 décembre 2006 (CE-Etats-Unis)

²⁵ Décision N° 2006/964/CE du Conseil du 18 décembre 2006 (CE-Canada)

²⁶ Décision N° 2008/785/EC de la Commission du 9 octobre 2008

²⁷ Décision C(2008)5888 de la Commission du 14 octobre 2008

²⁸ Décision C(2008)1966 de la Commission du 26 mai 2008

entrusted to it. In total, the assessment of more than 1.500 projects with a financial implication²⁹ has been achieved in the first half of 2008 in accordance with planning and principles of personal data protection. About 400 projects have been selected and subject to grant award decisions by the Commission, in the 2nd half of 2008, after comitology and the EP right of scrutiny. The success rate for the general call for proposals has reached 28 % with the following breakdown:

- 48 projects selected under Comenius;
- 61 projects under Erasmus,
- 45 projects under Leonardo da Vinci;
- 73 projects under Grundtvig;
- 71 projects under the transversal sub-programme;
- 115 projects under Key Activity 1 (KA) Jean Monnet.

The quantity of selected projects is below planned targets since more projects with higher funding needs have been selected and for some actions, especially networks and accompanying measures, the number of proposals received was below expectations. On the contrary, the number of multilateral projects selected is overall higher than planned.

In order to reduce the number of ineligible proposals received under KA 1 Jean Monnet, the Executive Agency will further improve the application forms and guidelines for the 2009 call for proposals.

Following the grant award decisions by the Commission, after comitology and EP right of scrutiny, the Executive Agency managed to have all projects contracted and pre-financing payments made by the end of the year.

In addition to the above selection processes under the general call for proposals, the Executive Agency has organised the remote evaluation of the 1.203 Charter applications received under the sub-programme Erasmus, and the selection of 976 applications for the award of an **Erasmus University Charter** in 2008 (EUC) in October 2008. Regarding 2009 EUC award, the Executive Agency has updated the online submission tool and has started the evaluation of the 1.099 applications received in the framework of the 2009 general call for proposals (EAC/31/2008).

As regards the *4 specific calls for proposals 2008*, the Executive Agency has achieved the following results in 2008:

- Under Leonardo da Vinci, 11 projects were selected following the call for proposals on Vocational Education and Training (ECVET) published end of May 2008 (EACEA/14/2008). All projects have been contracted and part has received pre-financing payment.
- Under the transversal programme, the Executive Agency has managed the process leading to the selection of 10 projects under the call for proposals "EQF" (European Qualification Framework) of May 2008 (EACEA/16/2008). The Executive Agency has also completed the selection process regarding the call for proposals on National Lifelong learning Strategies (NLLS) (EACEA/14/2008) published in May 2008. Seven projects have been selected. All contracts have been signed and pre-financing has started.

The global success rate for the 3 above mentioned specific calls for proposals has reached 36 % (28 applications selected against 78 submitted).

- As regards the 2007 selections, the 17 projects subject to a global commitment end 2007 and to a grant award decision by the Commission in January 2008 have been contracted and received pre-financing payment³⁰.

Following the eligibility and quality checks of the requests for funding received in the framework of the Bologna National Teams (44) under Erasmus, the NARICs³¹ (8), Euroguidance (31), Europass

²⁹ The evaluation of the 1.203 applications received in the framework of the "Erasmus University Charter" is not included since the award of the EUC to institutions has no direct financial implication.

³⁰ One of the applicants out of the 18 initially selected renounced to the grant because of a restructuring of its organization and the inability of executing the budget.

(30), the development of indicators on adult skills (PIAAC³² 2008/OECD) (22) and the development of indicators on learning to learn skill under the transversal programme (7), the Executive Agency has taken the relevant grant award decisions in the first semester 2008 and has completed the contracting and payment processes for all **designated beneficiaries** (Art.54.2c-FR) or **specific bodies** coming under Art.168.1f-FR.

- 2) As regard the **2009 budget exercise**, the Executive Agency has contributed to the preparation of the 2009 LLP general call for proposals published in October 2008 (EAC/31/2008) and the guides for applicants, including the EUC guidelines, as well as the suitable version of electronic submission application form.

In addition, the Executive Agency has published in October 2008 the call for proposals for the award of annual operating grants in 2009 to European Associations active at European level in the field of education and training under KA3 of Jean Monnet (EACEA/29/2008). The selection was ongoing end 2008.

In cooperation with the Commission, the Executive Agency has also finalized the documents needed for the Higher Education Institutions to apply in 2009 for the award of an ECTS³³ or DS³⁴ label in the framework of the National Teams of Bologna Experts under Erasmus.

The designated organisations for the eTwinning National Support Services (NSS) have been invited to submit their work programme for 2009.

- 3) As regards **calls for tenders**, the contract under Comenius sub-programme was extended to ensure the continuity of the eTwinning Central Support Services (CSS) within the frame of the Lifelong Learning Programme (EACEA/13/2007).

Concerning the management of the **studies** entrusted to the Executive Agency in 2008, the contracting of the selected tender following the call for tenders on ECET implementation support of August 2008 (EACEA/2008/02) has been completed. As regards the two calls for tenders on language under transversal KA2, the Commission has decided to postpone their implementation to 2009 (impact study of subtitling and compendium of best practices on language strategies). The 2008 study on the Copenhagen Maastricht follow-up under Leonardo da Vinci has been cancelled by the Commission in July 2009.

As regards the calls for tenders entrusted to the Executive Agency in 2007, the evaluation committees have completed their work early 2008 for the remaining tenders to select and following the global commitment made end 2007, the award decisions have been taken by the Executive Agency and contracting completed in 2008. Interim reports have been received from the contractors for some studies. The decision was taken by the Commission (DG EAC) to cancel the study on the socio-economic impact of mobility" (EACEA/2007/12) in April 2008.

- 4) As concerns **simplification**, the Executive Agency has implemented the following measures:
- The use of decisions has been implemented instead of grant agreements for KA 1 under Jean Monnet sub-programme;
 - Three-year framework partnership agreements have been introduced for the operating grants under KA3 Jean Monnet sub-programme and flat rates have been introduced for 2009 operating grants;
 - On the basis of the eForm developed for other programmes at Agency level, the electronic form has been implemented for LLP and updated in the course of 2008 against experience.

³¹ National Academic Recognition Information Centres (NARIC)

³² Programme for the International Assessment of Adult Competences

³³ European Credit Transfer System

³⁴ Diploma Supplement

- A two-step approach to the selection process has been implemented generating significant benefits both for the applicant and for the Executive Agency (e.g. fewer ineligible proposals).
- 5) Concerning the **dissemination of information**, the Executive Agency organized and participated in the following events in 2008:
- Two LLP InfoDays were organized in Brussels in January 2008, involving each 500 participants from 32 countries. The events were successful, with an increase in positive feedback of 15 % compared with the 2007 events.
 - In February, a major meeting was held for all new Comenius, Grundtvig, Languages and ICT projects launched in 2007. It brought together some 176 projects with a total of 260 participants.
In parallel, two kick-off meetings for new promoters under the transversal programme KA1 (studies) and KA4 (dissemination and exploitation of results) took place. A two-day event for the coordinators for Erasmus projects was also organized and gathered 122 persons.
 - In March, the Executive Agency participated in the eTwinning conference in Bucharest;
 - In cooperation with the Commission, a launch conference for the European Qualifications Framework was organised and held beginning of June in Brussels.
 - The coordinators' meeting for the Jean Monnet Associations took place in Brussels end of April and the Jean Monnet cluster meeting took place end of October 2008 involving 37 high level representatives;
 - An information meeting was also held for the new 2008 promoters under Leonardo da Vinci, KA1 and KA4 in Brussels mid-December 2008.
- 6) Concerning the follow-up of **progress reports**, the Executive Agency has completed the analysis of 130 progress reports out of the 163 received in 2008 (80 %) on 2007 projects. About 81 progress payments have been carried out. As regards the follow-up of **final reports**, the Executive Agency has completed the analysis of 86 final reports received from designated beneficiaries and has carried out the relevant payments and launched the recovery operations needed. Among them, 81 dossiers have been closed.
- 7) The Executive Agency has spent 99,3 % of 2008 **budget payments appropriations** (75 Mio €).

Additional results – Implementation of the "Lifelong Learning Programme" – 15.022200

Appel d'offres publié	Appels à propositions publiés*	Nbre de projets planifiés (PGA 2008)*	Nbre de projets sélectionnés*	Taux de sélection projets global**	Montant total des crédits engagés et taux d'exécution au 31.12.2008	Nbre de paiements intermédiaires réalisés en 2008	Nbre de paiements finaux réalisés en 2008	Nbre de projets clôturés en 2008	Nbre de visites de monitoring de projets
1	4	497	441	29 %	112 Mio € (100%)	81	86	81	45

* Excluded calls for tenders, designated beneficiaries and Erasmus University Charters (EUC).

A2. Management of the Eurydice Network

According to its mandate³⁵, the Executive Agency has assumed the responsibility for the management of the Eurydice network and the implementation of the Eurydice Work Programme as planned from 16 September 2008³⁶.

As agreed with the Commission, the Executive Agency took over the **management of the grants** to the Eurydice National Units (designated beneficiary organisms) at the beginning of April 2008 and has made all 32 pre-financing payments requested. Previous grants are still managed by the Commission (DG EAC).

Regarding **human resources** management of the new unit, 28 out of a total of 30 staff were in place end December, with the final 2 due to join at the beginning of 2009.

The **2009 Eurydice annual Work Programme** was approved by the LLP Committee beginning of December 2008. With regard to the implementation of the **2008 Work Programme** by the previous contractor EU Solutions, given the fact that many of its staff left before 16 September, some delays to the implementation work programme occurred before the handover to the Executive Agency.

Notwithstanding these delays, the Executive Agency completed "*Key Data on teaching languages at school in Europe*" in time for it to be adopted concomitantly with the resolution on multilingualism in the Council on 21 November. The study was the subject of a technical press briefing and attracted considerable press interest.

The Executive Agency also produced on time the update of the 2004 study on "*The Education of Immigrant Children*" (Link with the European Year of Intercultural Dialogue 2008). The document was delivered to the Commission at the end of the year.

The comparative study on "*Tackling Educational and Cultural Inequalities in Early Childhood and Pre-primary Education*" is ongoing and will be completed in February 2009. The new delivery date of the "*Key Data on education in Europe*" is June 2009.

The Executive Agency has launched a negotiated procurement procedure (EACEA/208/2008) for specialised rapid translation and editing services to ensure timely and accurate publication of its Eurydice studies.

In general, the transfer from the previous contractor to the Executive Agency in 2008 has gone very well. However, the transfer of the Eurydice Website (including the "Extranet" platform for National Units), which hosts a huge amount of data including several databases, has led to technical problems due to incompatibility with the Commission's host environment. A few issues have been resolved and the Executive Agency is working towards full reliability of the site and its functions.

³⁵ Commission decision 2007/114/CE of 8 February 2007 setting up the Executive Agency and Commission decision C(2007)1842 of 26 April 2007 delegating powers to the Executive Agency.

³⁶ On the basis of the progress made by the Executive Agency in setting up the new Eurydice unit, the Commission (DG EAC) notified EU Solutions, the company currently managing the European Eurydice Unit (EEU), that it would terminate the contract with effect on 15 September 2008, at which point responsibility for implementing the Eurydice Work Programme will pass to the Executive Agency.

A3. Achievements in 2008 regarding the completion of previous programmes³⁷ in the fields of Education and Training (15.020900)

In 2008, the executive Agency has managed the follow-up of projects supported under the previous Socrates³⁸, Leonardo da Vinci, eLearning and bodies active at European level (Jean Monnet Action and Study and Research Centres) programmes and has achieved the following results:

- 1) Concerning **progress reports**, the Agency has executed more than 200 progress payments by the end of 2007, which represents 92,3 % of the progress reports received.
- 2) By the end of 2008, the Agency has completed the analysis of 620 **final reports** out of which half were received before 2008. A total of 562 final payments have been made (91 % of reports received) and about 300 debit letters issued. By the end of 2008, the Agency has closed 880 projects.
- 3) Regarding **budget execution**, the Executive Agency rate has reached 95,2 % of payment appropriations for the completion of actions supported by the previous programmes in the fields of Education and Training.

Additional results – Completion of previous programmes in the fields of Education and Training 15.020900					
Nbre de paiements intermédiaires effectués en 2008	Nbre de paiements finaux effectués en 2008	Nbre de notes de débit émises	Nbre de projets clôturés en 2008	Visites de monitoring (projets antérieurs à 2007)	Montant total des crédits de paiements exécutés (achèvement) et taux d'exécution au 31.12.2008
150	562	284	880	47	31,8 Mio € (95,2 %)

³⁷ Leonardo da Vinci (Décision du Conseil N° 1999/382/CE)
Socrates (Décision N° 253/2000/CE du Parlement européen et du Conseil)
eLearning (Décision N° 2318/2003/CE du Parlement européen et du Conseil)
Promotion des organismes actifs au niveau européen et le soutien d'activités ponctuelles dans le domaine de l'éducation et de la formation (Décision n° 791/2004/CE du Parlement européen et du Conseil)

³⁸ The Socrates programme includes 5 strands: Comenius, Erasmus, Grundtvig, Minerva and Lingua

B. Results achieved in 2008 as regards the implementation of the "Erasmus Mundus" programme and the "Western Balkans and China and India Windows" (15.020205, 19.100101, 19.100200, 22.020701)

In 2008, the Executive Agency has contributed to the implementation of the Erasmus Mundus 2004-2008 programme and the preparation for the launch of the new programme Erasmus Mundus 2009-2013. In this framework, the Executive Agency has actively participated in the achievement of the following Commission objectives:

- a) *"Increase the contribution of education and training to prosperity and social cohesion including an equal opportunity perspective within the European Union"* (DG EAC - 1502);
- b) *"Enhance regional cooperation, including implementation of regional and multi-beneficiary programmes"* (DG ELARG - 2202).

1) In 2008, the work of the Executive Agency has mainly focused on the management of the **selections processes** in the framework of the call for proposals EACEA 07/2007 that covered Actions 1, 2 and 3 of the Erasmus Mundus programme (2008 budgetary exercise). The selections have been carried out in line with the principles on personal data protection and according to planning.

In the context of *Action 1 "Masters courses"*, 80 masters courses have been subject to a renewal for the academic year 2008/2009. In addition, 23 new masters' courses selected in 2007 were awarded a framework partnership agreement for five years as of 2008. In total, the Executive Agency has managed the contracting process of 103 grants for masters courses (including scholarships for third country students and scholars³⁹). The decision on the renewal has been taken by the Executive Agency and on the 23 new masters' courses by the Commission, after the comitology procedure, both in June 2008. Results achieved are in line with programming.

As regards *Action 2 "Scholarships"*, the Executive Agency has organized the eligibility check of the applications received from the 103 existing EM Masters consortia for the academic year 2008/2009. The grant award decision was taken by the Commission mid-May 2008, after comitology.

The results in terms of impact are the following:

- 1.957 Third country students will benefit from a master course (19 students per consortium) coming from 115 different countries among which China and India are the most represented, accounting for more than 20 % of the total. In addition, 74 student scholarships were awarded in the context of the Western Balkans Window;
- 444 Third country scholars coming from 59 different countries will benefit from a grant out of which 8 individuals are from the Western Balkans.

Concerning *Action 3 "Partnerships"*, the Executive Agency has organized the process leading to the selection of 17 new partnerships between Erasmus Mundus Masters consortia and third-country higher education institutions for the academic year 2008/2009. The grant award decision has been taken by the Commission beginning of April 2008, after comitology. Results achieved are slightly below expectations (22 partnerships planned) on account of the limited number of proposals received.

In terms of mobility, the 17 partnerships resulted in the inclusion of 65 Third country universities and should lead to the mobility of approximately 400 European students and 200 European scholars.

Following the publication of a specific call for proposals on *Action 4* end of February (EACEA/6/2008), the Executive Agency has completed the selection of 20 projects *"Enhancing attractiveness"* leading to the grant award decision by the Commission end of September 2008. A greater number of projects could be selected thanks to the significant number of quality applications received and the transfer of the required additional funds.

The Executive Agency has completed the contracting process for all above mentioned Actions and the pre-financing payments have been carried out.

³⁹ See Action 2 "Scholarships"

- 2) Concerning the **second phase of Erasmus Mundus Programme (2009-2013)**, the Executive Agency has set up a task force in the first half of 2008 that has actively participated in the preparatory actions towards the adoption of the new programme. The Executive Agency has also assisted the Commission in the preparation of the EM II Programme Guide, which is to be valid for the entire duration of the Programme. Following the adoption of the new Erasmus Mundus 2009-2013 action programme⁴⁰ mid-December 2008, the Programme Guide (Action I – Joint Programmes) has been published beginning of 2009. Preparatory work for the amendment of the Executive Agency mandate and the delegation of the management of the new EM II Programme has been led in parallel.
- 3) As regards **procurement** and in particular the insurance scheme, the Executive Agency has concluded a new contract with the insurance company in order to cover the students enrolled in the masters courses and partnership projects in 2008 (Actions 1 and 3).
- 4) As concerns **simplification**, the Executive Agency has implemented the following measures:
- The Programme Guide established in the framework of the second phase of the Erasmus Mundus Programme (already applicable for action I, will be extended for action II and III);
 - The improvement of the online database concerning Erasmus Mundus Action 2 has been initiated through the integration of automated reports that ease the submission by beneficiaries of progress and final activity reports as well as the monitoring by the Executive Agency;

In addition to these simplification measures, further streamlining of the report assessment process and payment procedures has reduced payment duration.

- 5) As regards the dissemination of **information** towards beneficiaries and the **promotion** of the EM programme, the Executive Agency has organized, together with the Commission, the coordinators meeting on Action 4 "Enhancing attractiveness" in February 2008. In addition, in the course of 2008, the Executive Agency has participated in the meetings held by the Erasmus Mundus National structures and the European Association for Internationalisation of Education (EAIEA) as well as in the Erasmus Mundus Alumni Association (EMA) General Assembly. In autumn, the Executive Agency presented the EM Programme upon a study tour in Taiwan and at a Higher Education Fair in Singapore.
- 6) Concerning the follow-up of **progress reports**, the Executive Agency has completed the analysis of 146 progress reports out of the 156 received (93 %) mainly following 2007 projects of Action 2. About 70 progress payments have been carried out. In parallel, the analysis of 70 **final reports** has been finalized out of which 53 received in 2008 and mainly concerning 2006 projects of Action 2. By end of 2008, 67 % of the final reports received in 2008 had subject to a final payment. In addition, 34 debit letters were issued and about 30 projects have been closed.
- 7) The Executive Agency was able to spend 98,2 % of 2008 **budget payment appropriations** as regards Erasmus Mundus. Concerning the completion of projects co-financed by CARDS (Community Assistance for Reconstruction, Development and Stabilisation), 47,7 % of payment appropriations have been executed for the Western Balkans Windows (22.020502). The rate is below expectations on account of i) an overestimation of the funds required for the concerned projects that did not need a second pre-financing payment according to the maximum co-financing rate and ii) the late reception and process of some final reports.

Résultats additionnels – Mise en oeuvre du programme "Erasmus Mundus" - 15.020205

Appels d'offres publiés	Appels à propositions publiés	Nbre de projets planifiés (PGA 2008)*	Nbre de projets sélectionnés*	Taux de sélection projets**	Montant total des crédits engagés et taux d'exécution au 31.12.2008	Nbre de paiements intermédiaires réalisés en 2008	Nbre de paiements finaux réalisés en 2008	Nbre de projets clôturés en 2008	Nbre de visites de monitoring de projets

⁴⁰ Decision N° 1298/2008/EC of the European Parliament and of the Council of 16 December 2008

-	1	65	60	52 %	92,8 Mio € (99,9 %)	66	51	27	27
---	---	----	----	------	------------------------	----	----	----	----

* 23 new masters courses under Action 1, 17 new partnerships under Action 3 and 20 projects enhancing attractiveness under Action 4 - hors appel d'offres et renouvellement de conventions

** For the above mentioned selections, the Executive Agency has received a total of 115 applications (23 under Action 1, 31 under Action 3 and 61 under Action 4).

C. 2008 achievements regarding the implementation of the External Cooperation Window (ECW) in the field of education (19.080101, 19.080103, 19.090100, 19.100101, 19.100200, 19.100300, 22.020701, FED)

In accordance with its mandate, the Executive Agency has accomplished the tasks leading to the implementation of the strands of the Erasmus Mundus External Cooperation Window (EM ECW). The activities of the Executive Agency, that involved a larger geographical coverage in 2008⁴¹, have contributed to the achievement of the following Commission objectives:

- "Furthering the conditions for close cooperation between the EU and its neighbours and for regional integration"* (DG EuropAid - 1908);
- "Strengthening the strategic partnership between Russia and the EU"* (DG EuropAid - 1908);
- "Promote social cohesion in Latin America"* (DG EuropAid - 1909);
- "Promote sustainable development and eradicate poverty"* (DG EuropAid - 1910);
- "Furthering the conditions for closer cooperation between the EU and Central Asia countries"* (DG EuropAid - 1910);
- "Enhance regional cooperation, including implementation of regional and multi-beneficiary programmes"* (DG ELARG – 2202).

The following results have been achieved.

- Following the publication in 2007 of the call for proposals 2008 for ECW mobility starting in the **academic year 2008-2009** (EACEA/34/2007), the Executive Agency has finalized the selection processes in March 2008. As a consequence of the lack of proposals submitted under lots 12 and 13 (Asia Regional), a specific call for proposals was re-launched mid-July 2008 (EACEA/21/2008). The selections have been organized in line with the planning and according to the principles of personal data protection. Services from DGs EuropAid, RELEX, ELARG and DEV have been involved in the process while the EC delegations in the third countries were consulted regarding the eligibility of the third countries higher education institutions and the relevance of the mobility projects to the targeted countries.

The number of projects selected is in line with targets. The additional call for proposals for lots 12 and 13 has given the opportunity to further select 2 projects and brought the total number of projects selected under ECW to 23 against 22 planned. The success rate has reached 22 % with 103 applications received for both calls. More than 400 higher education institutions were involved, covering 18 geographical areas. The planned mobility is more than 5.180 individuals, which is 40 % above the minimum number of mobility flows foreseen in the calls for proposals.

On account of the late adoption of the financing decisions, particularly for lots 7, 15 and 16, the grant award decisions as well as the contracting and pre-financing processes have been delayed. After an agreement was reached in October 2008 between the European Parliament and the European Commission on the funding of EU mobility flows within the DCI⁴², the Executive Agency has accordingly amended the corresponding grant agreements and managed to carry out quasi all pre-financing payments before the end of 2008⁴³. The pre-financing of the additional 2 projects selected under Asia regional (lots 12 & 13)

⁴¹ In addition to the 9 lots entrusted since 2007, the Executive Agency has managed 9 additional lots in 2008 co-financed by the following financial instruments: FED (ACP areas), IPA (Western Balkans), DCI (Asia Regional 1, 2 and 3, India, Latin America Region (Brazil, Chile, Mexico)).

⁴² Following a resolution from the European Parliament that contested the funding of European nationals through the Development Cooperation financing Instrument (DCI).

⁴³ The transfer of appropriations was made available from the Commission.

will be launched beginning of 2009. By end 2008, the execution rate for ECW **payment appropriations** reached 99,7 % (56,3 Mio €).

- 2) Regarding mobility activities starting in **academic year 2009-2010**, the Executive Agency has prepared in cooperation with DG EuropAid the third call for proposals on the External Cooperation Window (EACEA/35/2008) that has been published end 2008 and corresponds to Action 2 of the new Erasmus Mundus II action Programme.
- 3) Concerning **simplification**, the Executive Agency has streamlined the eligibility criteria related to individual lots.

In addition, efforts were also made to improve the coordinated approach that involves DG RELEX, EuropAid and ELARG and EC delegations on the preparation of the calls for proposals and the selection processes.

- 4) As regards **information dissemination to stakeholders** and the **promotion** of the ECW mobility scheme, the Executive Agency has organized in cooperation with DG EuropAid the 2nd ECW annual conference end September. In addition, the Executive Agency has participated in Higher education fairs in Asia and in Russia, as well as in promotional events in the EU.
- 5) In 2008, the Executive Agency has completed the analysis of the **progress reports** received as regards the 9 partnerships selected in 2007. Only 7 second pre-financing payments could be executed due to the non consumption of 70 % of the first pre-financing by the partnerships concerned.

Additional results – Implementation of ECW 19.080101, 19.080103, 19.090100, 19.100101, 19.100200, 19.100300, 22.020701, FED									
Appels d'offres publiés	Appels à propositions publiés en 2008*	Nbre de projets planifiés (PGA 2008)	Nbre de projets sélectionnés	Taux de sélection projets	Montant total des crédits engagés et taux d'exécution au 31.12.2008	Nbre de paiements intermédiaires réalisés en 2008	Nbre de paiements finaux réalisés en 2008	Nbre de projets clôturés en 2008	Nbre de visites de monitoring de projets
-	2	22	23	22 %	100,3 Mio € (98,6 %)	4	-	na	5

* Années académiques 2008/2009 et 2009/2010

Ventilation de l'exécution du budget 2008 pour la fenêtre de coopération extérieure					
Postes budgétaires	Instrument financier	Geographical lots	Nbre de projets sélectionnés	Crédits d'engagement 2008 en Mio €	% exécution
19.080101	ENPI	Mediterranean countries Lots 1-3	3	13,2	99,9
19.080103	ENPI	Eastern Europe and Russia - Lots 4-6	5	20,3	100
19.090100	DCI	Latin America-Lots 16-18	5	18,2	99,9
19.100101	DCI	Regional Asia-Lots 12-15	5	29,6	99,7
19.100200	DCI	Central Asian Republics Lots 8-9	2	5	99,9
19.100300	DCI	Iraq, Iran, Yemen - Lot 7	1	3	99,9
22.020701	IPA	Western Balkans - Lot 11	1	6	88,5
-	FED	ACP	1	5 (HB)	100
Total			23	100,3	98,6 %

HB: Hors budget

E. 2008 achievements regarding the implementation of i) the "EU-US Atlantis Programme" and "EU-Canada Transatlantic Exchange Partnerships (TEP) Programme" (15.020300) and ii) of projects with other industrialized countries (ICI) ((19.0501)

In line with its mandate, the Executive Agency has managed the actions towards the implementation of the cooperation agreements concluded between the European Community and the USA and the EC and Canada in the fields of higher education and training. In addition, end 2008, the Executive Agency has been entrusted⁴⁴ with the management of additional projects with 4 industrialized countries (Japan, Korea, Australia and New-Zealand) covered by the financing instrument for cooperation with industrialised and other high-income countries (ICI).

In 2008, the activities carried out by the Executive Agency have contributed to the achievement of the following Commission objectives:

- a) *"Increase the contribution of education and training to prosperity and social cohesion including an equal opportunity perspective within the European Union" - 1502 (DG EAC);*
- b) *To advance networking and awareness of the EU amongst industrialized and high-income partners" - 1905 (DG RELEX).*

The results achieved in 2008 are the following:

- 1) Following the publication of the two separate calls for proposals regarding the EU-US Atlantis (EACEA/01/2008) and the EU-Canada TEP (EACEA/02/2008) early 2008, the Executive Agency has organized the **selection processes** in line with the planning and according to the personal data protection principles. A slight decrease was observed in the number of applications received and unexpectedly, many proposals were ineligible for both calls often due to a misunderstanding of calls requirements. Against this experience, the eligibility criteria have been simplified and the application procedure clarified for the 2009 calls for proposals.

Out of the 50 EU-US proposals and 22 EU-Canada proposals received, the grant award decisions taken by the Executive Agency early July concerned 16 projects with the US and 8 projects with Canada, which represents a success rate of 33 %. After the final approvals from the US and Canadian authorities, the Executive Agency has carried out the relevant operations leading to the contracting and pre-financing of the 24 projects.

The number of projects selected is mainly in line with planning. However, two actions under the EU-Canada cooperation programme - Youth action and complementary action - could not be included in the call for proposals 2008 seeing that the negotiations on the implementation of these actions are still ongoing with the Canadian authorities. Moreover, end 2007 a global commitment was carried out for the 2007 remaining funds for the Canadian projects, which was subject to the budgetary availability of the corresponding budget from the Canadian authorities. In 2008, the amount could not be used because the Canadian authorities were not able to provide the additional amount and the cumulative effect has led to discrepancies between the budget forecasts, both as regards commitment appropriations and effective pre-financing needs. For these reasons, the execution rate has reached 41,3 % of **payment appropriations** end 2008.

- 2) Regarding **2009 programming**, the Executive Agency has prepared the relevant text and information regarding the call for proposals on EU-US cooperation in higher education and vocational training (EACEA/34/2008) that was published mid-December 2008. The preparation of the call for proposals on EU-Canada cooperation was completed by end 2008 and published mid-January 2009 (EACEA/33/2008).
- 3) In 2008, efforts were made to further **harmonize** procedures and processes, including selection criteria, between the EU-US/Canada cooperation programmes and notably the Erasmus Mundus programme in

⁴⁴ Commission decision 2008/785/EC of 9 October 2008 setting up the Executive Agency and Commission decision C(2008)5888 of 14 October 2008 delegating powers to the Executive Agency.

order to facilitate proposals submission and monitoring. The Erasmus Mundus monitoring tool has been adapted to include US and Canada projects.

After a testing phase, the "remote assessment" approach has been implemented for the evaluation of progress and final reports by external experts end of 2008. Further improvements in the management of reports are planned in 2009.

- 4) As regards **information dissemination**, the Executive Agency has attended the EU-US/Canada project Directors' conference organised in New Brunswick in February 2008 and organized a similar conference for 350 participants in Brussels in October 2008. On these occasions, the Executive Agency has also provided support to the Commission services in the USA and Canada Joint Selection Committees.
- 5) As planned, the Executive Agency has managed the 40 EU-US and EU-Canada ongoing projects (as of 2004) effectively handed over from the Commission (DG EAC) in the first semester 2008. In addition, the Executive Agency has pursued the handling of **progress and final reports** received.
- 6) In the first half 2008, the Executive Agency has provided technical support to the Commission in the context of the 2008 call for proposals on joint mobility projects with the **industrialised countries Japan, Korea, Australia and New-Zealand** (EAC/14/2008) to be co-financed with ICI. Under the terms of its new mandate and delegation act adopted by the Commission in October 2008, it has been convened between the Commission (DG EAC and DG RELEX) and the Executive Agency that the physical transfer of the 11 projects selected will take place beginning of 2009.

Additional results – Implementation of cooperation programmes "EU-US (Atlantis)" and "EU-Canada (TEP)" 15.020300									
Appels d'offres publiés	Appels à propositions publiés	Nbre de projets planifiés (PGA 2008)	Nbre de projets sélectionnés	Taux de sélection projets	Montant total des crédits engagés et taux d'exécution au 31.12.2008	Nbre de paiements intermédiaires réalisés en 2008	Nbre de paiements finaux réalisés en 2008	Nbre de projets clôturés en 2008	Nbre de visites de monitoring de projets
-	3	25*	24	33 %	4,6 (74,6 %)	7	4	4	3

* The 7 projects planned in the 2008 management plan for actions "Youth Action" and "Complementary Action" are not taken into account since negotiations with the Canadian Authorities are ongoing as regards implementation terms.

1.3. Activité "Culture"

L'Activité "Culture"⁴⁵ comprend les initiatives de l'Agence exécutive en vue de la mise en œuvre du programme d'action communautaire "Culture 2007"⁴⁶ (2007-2013) et de l'achèvement des volets de programmes antérieurs dans le domaine de la culture dont la gestion lui a été déléguée.

Dans ce cadre, l'Agence exécutive a contribué en 2008 à la réalisation des objectifs spécifiques suivants⁴⁷ de la Commission dans le domaine de la culture (DG EAC):

- a) *"Promote the role of culture in the EU by integrating the cultural dimension in internal and international Community policies with a view to better linking culture and the Lisbon strategy"- 1504;*
- b) *"Enhance the awareness of the cultural area shared by Europeans and based on a common cultural heritage through the development of cooperation activities among cultural players" - 1504.*

A ce titre, l'Agence exécutive a atteint les résultats suivants pour l'année 2008.

A. Results achieved in 2008 as regards the implementation of the "Culture 2007" strands (15.044400)

- 1) In 2008, the Executive Agency has prepared and organized the **selection processes** following the publication of the calls for proposals concerning strand 1 for the multiannual and annual projects (EACEA 23/2007), literary translations projects (two rounds) (EACEA 25/2007), cultural cooperation projects in and with third countries (EACEA 5/2008 - Brazil) and concerning strand 2 for the organisations active at European level in the field of culture (OCE) (EACEA 22/2007).

The selection processes have been carried out in line with the principles on personal data protection and according to planning. A total of 819 applications have been assessed (716 for strand 1 and 103 for strand 2). As regards strand 1, 205 projects have been selected and strand 2 counts 59 organisations selected for the award of operating grants. The global acceptance rate is 32 % for all projects submitted. The number of projects selected is slightly below planning as regards strand 1 and above planning as regards strand 2. The quality of the projects proposed regarding literary translation, including lower grant amounts requests, and OCE applications have led to the selection of a greater number of applications and to a budget increase of strand 2 to co-finance additional operating grants to cultural bodies.

Following the comitology procedure and the award decisions taken by the Commission on the above mentioned selections, the Executive Agency has completed the contracting of all projects as well as the relevant payment operations.

Following the global commitment made end of 2007 and the grant award decision taken by the Commission mid-February 2008, the Executive Agency has also completed the contracting and payment operations for the 13 cultural cooperation projects with China and India selected in 2007.

Concerning **Cultural Contact Points (CCPs)**, the grant award decision was adopted by the Executive Agency mid-March 2008 and all 34 grant agreements contracted and relevant prefinancing operations carried out for the concerned designated beneficiaries (FR-art.54.2.c).

- 2) Regarding the **2009 budgetary exercise**, the Executive Agency has published an actualized version of the Programme Guide beginning of June 2008 (OJ 2008/C 141) that defines the permanent conditions for funding under the Culture programme and provides the cultural operators with funding opportunities until 2013. The application package concerns all the actions delegated to the Executive Agency under strand 1 as well as under strand 2 (OCE) that will be co-financed with 2009 Budget.

⁴⁵ Activité ABB 1504 "Développer la coopération culturelle en Europe"

⁴⁶ Décision N° 1855/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006

⁴⁷ Cet objectif contribue à la réalisation de la priorité politique "Solidarity: Developing cultural cooperation in Europe"

On the basis of experience acquired in the two-stage procedure applied for some selections (multiannual and cooperation projects except translation) in 2008, the Programme Guide has been adjusted so that the selection processes are organized in one round. The new evaluation methodology aims at reducing the selection process and has been implemented already end 2008 for the 2009 call for proposals. The evaluation process is ongoing.

- 3) Regarding **procurement**, the Executive Agency was entrusted with the implementation of 3 studies in 2008 and has published the relevant calls for tenders on i) the entrepreneurial dimension of cultural and creative industries (EACEA/2008/04), ii) the mapping and evaluating of existing platforms (websites) within the cultural sector (EACEA/2008/06) and iii) the contribution of culture to local and regional economic development as part of European regional policy⁴⁸ (EACEA/2008/05). The selection of the tenders will be completed beginning of 2009.

As regards the follow-up of the calls for tenders launched in 2007, the study on the mobility of cultural workers in Europe (EACEA/2007/06) is finalized and has been transmitted to the Commission. The interim report on the contribution of culture to creativity (EACEA/2007/05) has been approved by the Steering Committee in December 2008. The final report is expected end February 2009.

- 4) Concerning **simplification**, the following measures have been implemented in 2008 as foreseen:
- A Programme Guide has been published for the main type of actions;
 - Grant decisions (instead of contracts) have been introduced for cooperation actions (literary translation projects);
 - The proposals to introduce flat rates financing for literary translation projects and for operating grants to cultural bodies have been adopted by the Commission in June 2008 and will be implemented in 2009 in the framework of the Programme guide selections;
 - In addition, framework partnership agreements for a period of 3 years have been implemented for the organisations awarded a multiannual operating grant (strand 2);
 - Application and final reports forms are more user-friendly.
- 5) The Executive Agency has organized several **events** in 2008 with a view to informing stakeholders on the simplification introduced in the management of the Programme. Two InfoDays have taken place end of June 2008 in Brussels and Budapest. In addition, a consultation meeting was held in April 2008 with organizations involved in the translation of literature to discuss flat rate financing and a meeting with the Cultural Contact Points (CCP) was organized in March.
- 6) The follow-up of **progress and final** reports of 2007 and 2008 projects has been ongoing in 2008. The analysis of 90 final reports was completed and relevant payments done mainly regarding 2007 OCE and CCPs. Implementation of **payment appropriations** has reached 91,7 % on account of the late reception of some final reports, which have not made possible the execution of corresponding payments in 2008.

The table below presents additional results achieved for 2008 in the framework of the implementation of the Culture programme 2007-2013, notably regarding the handling of interim and final reports and payments, and monitoring visits.

Additional output results related to the implementation of "Culture 2007" programme - 15.044400									
Appels d'offres publiés	Appels à propositions publiés*	Nbre de projets planifiés (PGA 2008)**	Nbre de projets sélectionnés**	Taux de sélection projets**	Montant total des crédits engagés et taux d'exécution au 31.12.2008	Nbre de paiements intermédiaires réalisés en 2008	Nbre de paiements finaux réalisés en 2008	Nbre de projets clôturés en 2008	Nbre de visites de monitoring de projets
3	2	257	264	32%	42 Mio € (100%)	7	82	69	14

* Exercices budgétaires 2008 et 2009 et y compris le guide du programme Culture

** Hors études/appels d'offres et bénéficiaires désignés

⁴⁸ On the Commission's request (DG EAC), this study replaces the study on third countries initially planned in the 2008 Executive Agency AMP.

B. Results achieved in 2008 for the completion of previous programmes⁴⁹ in the field of culture (15.040900)

- 1) In 2008, the Executive Agency has completed the analysis of about 180 **final reports** mainly concerning 2006 multiannual and literary translation projects and has carried out the relevant final payments. 24 debit letters have been issued. Concerning 2002, 2003 and 2004 projects, there are only a few final reports that require a follow-up from the Executive Agency. A significant number of projects have been closed in the course of 2008.
- 2) Regarding **budget execution**, the Executive Agency rate has reached 70,8 % of payment appropriations for the completion of the actions supported by the previous programmes in the field of culture. The major reason for a payment rate lower than the one expected in the forecasts, lies in the delays for the submission of progress and final reports as well as to the reduction of final costs for some projects.

The table below presents additional results achieved by end 2008 in the framework of the completion of the former Culture programmes (before 2007), notably regarding the handling of interim and final reports, payments, and monitoring visits.

Additional output results related to the completion of previous programmes in the field of culture - 15.040900					
Nbre de paiements intermédiaires effectués en 2008	Nbre de paiements finaux effectués en 2008	Nbre de notes de débit émises	Nbre de projets clôturés en 2008	Visites de monitoring (projets antérieurs à 2007)	Montant total des crédits de paiements exécutés (achèvement) et taux d'exécution au 31.12.2008
17	176	24	273	5	8,6 Mio € (70,8%)

⁴⁹ Completion of "Culture 2000" programme and "Community action programme to promote bodies active at European level in the field of culture" (strands 2 and 3).

1.4. Activité "JEUNESSE"

L'Activité "Jeunesse"⁵⁰ donne un aperçu des réalisations de l'Agence exécutive en vue de la mise en œuvre du programme "Jeunesse en Action"⁵¹ (2007-2013) et de l'achèvement des volets de programmes antérieurs dans le domaine de la jeunesse dont la gestion lui a été déléguée.

A ce titre, l'Agence exécutive a contribué en 2008 à la réalisation de l'objectif spécifique suivant⁵² de la Commission (DG EAC) dans le domaine de la jeunesse "*Support the active involvement of young people contributing to their acquisition of non formal learning experiences and to their active citizenship and feeling of belonging to Europe*"- 1505.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la fenêtre "Western Balkans" du "programme Jeunesse en Action" (actions 2 et 3.1), l'Agence Exécutive a également contribué à la réalisation de l'objectif spécifique "*Enhance regional cooperation, including implementation of regional and multi-beneficiary programmes*" de la DG ELARG – 2202.

Les résultats suivants ont été atteints par l'Agence Exécutive pour l'année 2008.

A. Résultats 2008 dans le cadre de la mise en œuvre du programme "Jeunesse en Action" (15.0555 et 22.020701)

- 1) Au cours de l'année 2008, l'Agence Exécutive a mené à bien les travaux nécessaires à l'évaluation de plus de 1.300 candidatures reçues et à la sélection de 491 projets pour les actions couvertes par le Guide du Programme et les appels à propositions spécifiques 2008. Les **sélections** se sont déroulées conformément au planning et en conformité avec les principes de protection des données personnelles.

Au titre des trois tours de sélection du *Guide du programme*, 332 projets ont été sélectionnés en 2008 sur les 639 candidatures reçues (52 %).

- 12 projets d'échanges de jeunes et de démocratie participative ont été sélectionnés pour "Jeunesse pour l'Europe" (volet 1);
- 126 projets de volontariat dans le cadre "Service volontaire européen" (volet 2);
- 151 projets de coopération avec les pays voisins de l'Union "Jeunesse dans le monde" (volet 3);
- 38 projets de formation et de mise en réseau au titre des "Systèmes d'appui" (volet 4);
- 5 projets de rencontres de jeunes et de responsables politiques (volet 5).

En termes de programmation, les résultats sont légèrement supérieurs aux 282 projets planifiés dans le plan de gestion 2008, le service volontaire européen et l'action de coopération avec les pays voisins de l'Union ayant remporté un vif succès. Toutefois, au regard de l'expérience dégagée en 2007 et 2008 et du succès modeste remporté par les volets 1⁵³ et 5⁵⁴, il s'avère opportun de réajuster le nombre de projets dans le programme de travail de la Commission en matière de subventions.

En ce qui concerne le suivi des 5 *appels à propositions spécifiques* relevant du budget 2008, l'Agence Exécutive a mené à bien les processus permettant la sélection de:

- 29 projets de coopération avec d'autres pays (EACEA/31/2007 publié en février 2008);
- 92 ONG avec lesquelles 45 conventions-cadres de partenariat et 47 conventions annuelles de fonctionnement ont été conclues (EACEA/20/2007);
- 38 projets d'information dont 23 consacrés à la campagne d'élection PE (EACEA 10/2008 et 15/2008).

⁵⁰ Activité ABB 1505 "Encourager et promouvoir la coopération dans le domaine de la jeunesse et des sports"

⁵¹ Décision N° 1719/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006

⁵² Cet objectif contribue à la réalisation de la priorité politique "Solidarity: Encouraging and promoting cooperation in the field of youth and sports"

⁵³ Actions "Echanges de jeunes" et "Projets de démocratie participative"

⁵⁴ Action "Rencontres de jeunes et de responsables politiques"

Le taux de sélection pour ces 4 appels a atteint 23% (159 projets sélectionnés sur 678 candidatures reçues), le nombre total de projets retenus étant conforme à la planification établie. Le nouvel appel à propositions visant à soutenir des projets de partenariat avec des entités publiques régionales ou locales ou avec des organismes actifs dans le secteur de la jeunesse au niveau européen a fait l'objet de consultations approfondies avec la Commission avant sa publication en octobre 2008 (EACEA 30/2008). Un engagement global a été effectué dans l'attente de la finalisation de la sélection et de la décision d'octroi de subvention prévue en mars 2009.

Suite aux décisions d'octroi de subventions prises par la Commission après comitologie pour les sélections résultant du Guide du Programme et des appels à propositions susmentionnés (4), l'Agence a finalisé la contractualisation de l'ensemble des projets et la quasi totalité des préfinancements ont été exécutés.

En ce qui concerne les **organismes bénéficiaires désignés** (RF.Art.54.2c), l'Agence exécutive a mené à bien la contractualisation et le préfinancement de 32 réseaux *Eurodesk* et de la *plateforme Euromed* pour les subventions 2008. Par ailleurs, les termes de référence pour l'année 2009 ont été adressés aux organismes concernés et les plans de travail ont été soumis à l'Agence exécutive fin 2008. Dans le cadre du *soutien aux associations de volontaires* pour l'exercice 2008, 19 structures ont été désignées par les Etats Membres jusqu'en septembre 2008. Sur base de l'évaluation des plans de travail soumis en décembre, l'Agence exécutive procédera début 2009 à un processus de contractualisation pluriannuel (2008-2009) en faveur de ces structures. Un engagement global a été exécuté à cet effet.

- 2) Dans le cadre de **l'exercice budgétaire 2009**, l'Agence exécutive a publié un nouvel appel à propositions visant le soutien aux organismes actifs au niveau européen (ONG) conformément au planning (EACEA 31/2008). Par ailleurs, le processus de renouvellement des conventions-cadres de partenariat conclues en 2008 a été initié afin de permettre une décision effective début 2009. Le Guide du Programme a été actualisé fin 2008.
- 3) Concernant les appels d'offre, la mise en œuvre de 2 nouvelles **études** a été confiée à l'Agence Exécutive en 2008. La décision d'attribution du marché pour l'étude portant sur "l'accès des jeunes à la culture" (EACEA/200801) a été prise par l'Agence fin juillet 2008. En ce qui concerne la 2^{ème} étude sur la synthèse de la recherche en matière de jeunesse sous les 6^{ème} et 7^{ème} programmes-cadres, la Commission a pris la décision d'en confier la réalisation à la DG Recherche. Le contrat pour la *couverture d'assurance* de tous les participants à un service volontaire européen a été prolongé jusqu'à fin 2009.
- 4) Conformément aux prévisions, l'Agence Exécutive a mis en place plusieurs **mesures de simplification** au cours de l'année 2008:
 - Les décisions de subvention ont été utilisées en lieu et place des conventions;
 - Le système de subventions pluriannuelles (conventions-cadres de partenariat) a été introduit pour le soutien aux ONG. Par ailleurs, la subvention maximale a été accrue et atteint 40.000 €;
 - Le système de financement forfaitaire a également été introduit pour les subventions de fonctionnement dans le cadre de l'appel à propositions 2009 visant les ONG.

Par ailleurs, l'Agence a apporté les améliorations suivantes :

- Le calendrier de l'appel à propositions visant le soutien aux organismes actifs au niveau européen (ONG) a été anticipé et a permis de démarrer le processus de sélection 2008 dès fin 2007;
 - L'Agence Exécutive a eu recours dès le début 2008 à des experts externes pour l'évaluation des projets "Jeunesse en Action".
- 5) En ce qui concerne la **promotion** des volets délégués à l'Agence exécutive, cette dernière a participé en novembre 2008 à l'InfoDay organisé dans le cadre du soutien aux organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse ainsi qu'à la conférence annuelle de l'AEGEE⁵⁵ début 2008. Par ailleurs,

⁵⁵ AEGEE: Association des Etats Généraux des Etudiants de l'Europe.

L'Agence a apporté un appui à environ 2.500 cas d'assistance aux bénéficiaires via le "Youth Helpdesk". L'Agence a également intensifié les synergies avec les agences nationales et les mandataires locaux en vue de promouvoir les volets du programme "Jeunesse en Action".

- 6) Au cours de 2008, l'Agence exécutive a reçu 262 **rapports finaux** et a finalisé l'analyse de 260 d'entre eux. Un total de 201 paiements finaux a été exécuté principalement en faveur de projets de coopération avec les pays voisins, de formation et de mise en réseau ainsi que le soutien aux organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse et aux bénéficiaires désignés Eurodesks et Euromed. En parallèle, 36 lettres de débit ont été émises.
- 7) En ce qui concerne **l'exécution des crédits de paiement**, les 19,6 Mio € prévus ont été consommés à 100 % à fin 2008. A tous niveaux, les délais de paiement ont été réduits.

**Résultats additionnels pour la mise en oeuvre du programme " Jeunesse en Action"
15.055500 et 22.020701 (fenêtre Western Balkans)**

Appel d'offres publié	Appels à propositions publiés*	Nbre de projets planifiés (PGA 2008)**	Nbre de projets sélectionnés**	Taux de sélection global projets**	Montant total des crédits engagés et taux d'exécution au 31.12.2008	Nbre de paiements intermédiaires réalisés en 2008	Nbre de paiements finaux réalisés en 2008	Nbre de projets clôturés en 2008	Nbre de visites de monitoring de projets
1	6	437	491	37 %	22,4 Mio €*** (100 %)	-	201	145	12

* Exercices 2008 et 2009 et y compris le guide du programme

** Non compris les appels d'offres et organismes bénéficiaires désignés (RF art.54.2C) (Eurodesks, plate-forme EuroMed et Associations de volontaires) et la sélection non finalisée couvrant les projets de partenariat pour l'appel à propositions EACEA 30/2008.

*** Outre le montant de 21,4 Mio € prévu sous le poste budgétaire 15.055500, une fenêtre "Western Balkans" de 1 Mio € ouverte sous les Actions 2 et 3.1 du programme "Jeunesse en Action" a été intégralement exécutée (22.020701)

B. Résultats 2008 dans le cadre de l'achèvement des programmes antérieurs dans le domaine de la jeunesse⁵⁶ (15.050900)

- 1) En 2008, l'Agence a exécuté 14 **paiements intermédiaires** pour des projets innovants de 2006 et a également finalisé l'analyse de 125 **rapports finaux** reçus en grande partie en 2008 et concernant principalement des projets de 2006. 69 paiements finaux ont été exécutés en relation avec ces rapports. En parallèle, plus de 50 lettres de débit ont été émises. Un nombre important de projets a été clôturé, notamment concernant des projets des années 2003, 2004 et 2005. Il n'y a plus de dossiers ouverts pour les années 2003 et 2004, hormis 3 projets innovants, et seulement une dizaine pour 2005.
- 2) En ce qui concerne l'exécution des **crédits de paiement** pour l'achèvement des programmes antérieurs, 0,9 Mio ont été consommés à fin 2008. La clôture du programme touche à sa fin et bien que le traitement des rapports se soit déroulé de façon optimale par rapport aux planifications, les montants de soldes à payer se sont avérés inférieurs aux prévisions.

Résultats additionnels - Achèvement des programmes Jeunesse antérieurs - 15.050900					
Nbre de paiements intermédiaires effectués en 2008	Nbre de paiements finaux effectués en 2008	Nbre de lettres de débit émises	Nbre de projets clôturés en 2008	Visites de monitoring (projets antérieurs à 2007)	Montant total des crédits de paiements exécutés (achèvement) et taux d'exécution au 31.12.2008
14	69	58	326	1	0,9 Mio € - 60,7 %

⁵⁶ Programmes "Jeunesse" (2002-2006) et pour la "Promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse" (2004-2006)



1.5. Activité "Citoyenneté"

L'Activité "Citoyenneté"⁵⁷ englobe les interventions de l'Agence exécutive visant la mise en œuvre du nouveau programme "L'Europe pour les Citoyens"⁵⁸ (2007-2013) ainsi que les actions menées dans le cadre de l'achèvement des programmes antérieurs dans le domaine de la citoyenneté pour les volets qui lui ont été confiés.

Par son action, l'Agence exécutive a contribué en 2008 à la réalisation des objectifs spécifiques suivants⁵⁹ de la Commission (DG EAC) dans le domaine de la citoyenneté:

- a) *"To develop a sense of ownership of the European project and of European identity on the basis of common and shared values" - 1506;*
- b) *"Create the ground for active European citizenship, by supporting appropriate structures and networks, by encouraging the development of civil society at European level, and by exploiting and disseminating the results of the "Europe for citizens" programme" – 1506.*

Les résultats suivants ont été atteints pour l'année 2008.

A. Résultats 2008 dans le cadre de la mise en œuvre du programme "L'Europe pour les Citoyens" (15.0666)

- 1) En ligne avec les nouvelles actions qui lui ont été déléguées en mai 2008, l'Agence exécutive a mis à jour le Guide du Programme⁶⁰ qui comprend désormais les projets relatifs aux "networking pluriannuels" et les "mesures de soutien", et a publié l'appel à propositions spécifique concernant la nouvelle action "Projets citoyens" (EACEA 07/2008) fin avril 2008.

Courant 2008, l'Agence exécutive a préparé et organisé les **sélections** résultant des échéances du Guide du Programme ainsi que de l'appel à propositions "Projets citoyens" précité et de l'appel à propositions visant le soutien structurel aux organismes de recherche sur les politiques publiques européennes (think tanks) et aux organisations de la société civile au niveau européen (EACEA 30/2007). Les sélections ont été effectuées en ligne avec le planning prévu et en conformité avec les principes de protection des données personnelles.

Au total, l'Agence exécutive a traité près de 2.500 candidatures, dont 1.440 ont été sélectionnées en vue de l'octroi d'une subvention, selon la ventilation suivante:

- 1.222 projets sélectionnés au titre de l'Action 1 "Des citoyens actifs pour l'Europe";
- 169 projets sélectionnés dans le cadre de l'Action 2 "Une société civile active", dont 38 concernent le soutien structurel à des organismes;
- 49 propositions sélectionnées au titre de la mémoire européenne active (Action 4).

Le taux de réussite global est de 58% sur l'ensemble des projets soumis. Les écarts constatés en termes de résultats proviennent pour l'essentiel du nombre et de la qualité des candidatures reçues qui ont été moindres qu'escomptés dans le cadre des projets de mise en réseau des villes jumelées et des projets pluriannuels jumelages, et ont été supérieurs dans le cas des projets de panels de citoyens. Des mesures ont été prises en coopération avec la Commission en vue d'accroître le nombre et la qualité des candidatures pour les actions concernées, notamment en les fusionnant et en simplifiant les critères d'éligibilité.

⁵⁷ Activité ABB 1506 "Promouvoir la citoyenneté européenne"

⁵⁸ Décision N° 1904/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006

⁵⁹ Ces objectifs contribuent à la réalisation de la priorité politique "Solidarity: Fostering European Citizenship"

⁶⁰ Appel à propositions permanent, ouvert pour toute la durée du programme.

Dans le cadre des projets de jumelages des villes, l'accroissement du nombre de projets subventionnés résulte des projets 2008 sélectionnés dans le cadre de la phase 2 pour lesquels un engagement global a été effectué fin 2007 dans l'attente de la décision d'octroi de subvention par la Commission.

Le processus de contractualisation de l'ensemble des projets a été finalisé et les préfinancements ont été réalisés dans tous les cas où un préfinancement était d'application. Le taux d'exécution des **crédits d'engagement** à fin 2008 s'élevait à 98,7 %.

En ce qui concerne les **structures d'information**⁶¹ (Action 3), 22 sur les 28 prévues ont été désignées par les autorités nationales (RF-art.54.2c). Certaines structures ne seront effectivement opérationnelles qu'en 2009. 17 ont soumis un programme de travail et ont fait l'objet d'une décision d'octroi de subvention par l'Agence exécutive.

- 2) Dans le cadre de **l'exercice budgétaire 2009**, l'Agence exécutive a publié mi-septembre 2008 l'appel à propositions spécifique visant le soutien structurel aux organismes de recherche sur les politiques publiques européennes (think tanks) et aux organisations de la société civile au niveau européen (EACEA 26/2008). Les travaux d'évaluation des candidatures ont démarré au cours du dernier trimestre 2008. Le Guide du Programme a également été actualisé en coopération avec la Commission et publié mi-décembre 2008 (JO C 328).
- 3) En ce qui concerne la mise en œuvre de **l'étude sur le volontariat** dans l'Union européenne, l'Agence exécutive a publié un appel d'offres début septembre 2008 (EACEA/2008/07). Un engagement global a été effectué fin 2008 dans la perspective de l'attribution du marché début 2009.
- 4) Dans le cadre de la **simplification des procédures**, les mesures prévues pour 2008 ont été mises en œuvre:
 - L'utilisation des barèmes a été étendue aux projets de l'Action 4 (mémoire européenne active) et le recours aux décisions de subvention aux projets panels de citoyens;
 - Un système de barèmes a également été introduit pour les subventions de fonctionnement 2009, ainsi que le recours à des conventions de partenariat multi annuelles.

Par ailleurs, certaines actions du Guide du Programme ont été rationalisées en termes de structure, de planning et de critères d'éligibilité. Divers travaux d'harmonisation ont également été menés en ce qui concerne les formulaires de candidature et de rapport final.

- 5) Au cours de l'année 2008, l'Agence exécutive a participé aux **InfoDays** Citoyenneté organisés à Varsovie et à Turin ainsi qu'à plusieurs rencontres avec les Points Europe pour les Citoyens (PEC).
- 6) En 2008, l'Agence exécutive a analysé environ 1.550 **rapports finaux** concernant principalement des projets de jumelages 2007 et 2008. Grâce aux simplifications apportées, la grande majorité des paiements requis ont pu être effectués et le délai de paiement réduit. A fin 2008, 14,3 Mio € ont été utilisés à hauteur de 99,8 % des **crédits de paiements** alloués.

Résultats additionnels pour la mise en œuvre du programme "L'Europe pour les Citoyens" – 15.066600								
Appel d'offres publié en 2008	Appel à propositions publiés en 2008*	Nbre de projets planifiés (PGA 2008)**	Nbre de projets sélectionnés**	Taux de sélection projets**	Montant total des crédits engagés et taux d'exécution au 31.12.2008	Nbre de paiements finaux réalisés en 2008	Nbre de projets clôturés en 2008	Nbre de visites de monitoring de projets
1	3	1.236	1.440	58 %	23 Mio € (98,7 %)	1.538	878	22

* Exercices budgétaires 2008 et 2009 et y compris le guide du programme Citoyenneté

** Les études/appels d'offre et les structures désignées ne sont pas comprises.

⁶¹ Points Europe pour les Citoyens-PEC

B. Résultats 2008 dans le cadre de l'achèvement des programmes antérieurs dans le domaine de la citoyenneté⁶² (15.060900)

- 1) A fin décembre 2008, l'Agence exécutive avait reçu la totalité des **rapports finaux** dus en 2008. L'analyse d'une quarantaine de rapports a été finalisée en 2008 pour des projets de jumelages et ONG 2006 et les paiements finaux ont été effectués. Fin 2008, la totalité des dossiers 2004 et 2005 encore ouverts étaient clôturés et le RAL complètement résorbé.
- 2) En ce qui concerne l'exécution des **crédits de paiements** pour l'achèvement des programmes antérieurs dans le domaine de la Citoyenneté, le taux s'élève à 90,7 % à fin 2008.

Résultats additionnels – Achèvement des programmes Citoyenneté antérieurs - 15.060900				
Nbre de paiements finaux effectués en 2008	Nbre de notes de débit émises	Nbre de projets clôturés en 2008	Visites de monitoring (projets antérieurs à 2007)	Montant total des crédits de paiement exécutés (achèvement) et taux d'exécution au 31.12.2008
44	10	120	-	0,5 Mio € - 90,7 %

⁶² Programme pour la "promotion de la citoyenneté européenne active" (participation civique) (2004-2006) et programme pour la "promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la culture" (volet protection et commémoration des principaux sites et archives ayant un lien avec les déportations)

III. Activités "Coordination et Communication" et "Support administratif"

Les résultats pour l'année 2008 des activités de l'Agence exécutive dans les domaines de la Coordination et de la Communication ainsi du Support Administratif sont présentés de façon détaillée à la partie 2 du présent rapport.

PARTIE 2 – GESTION ET SYSTEMES DE CONTROLE INTERNE**2.1. Inherent nature and characteristics of the executive Agency's risks and control environment**

La mission de l'Agence exécutive est encadrée par les dispositions générales qui régissent le recours à une agence exécutive, notamment par le règlement cadre (CE) 58/2003 du Conseil du 19 décembre 2002 portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes communautaires.

Au cours de l'année 2008, l'Agence exécutive a vu son mandat étendu à trois reprises

- L'extension du mandat à la gestion de nouvelles actions EAC (en particulier pour le programme LLP) et à la gestion de volets supplémentaires de la fenêtre de coopération extérieure Erasmus Mundus External Cooperation Window⁶³
- L'extension du mandat à la gestion du programme MEDIA II⁶⁴ (formation et développement) afin de lui permettre de gérer les ordres de recouvrement relatifs à ce programme;
- L'extension du mandat pour la gestion des programmes TEMPUS III, TEMPUS IV⁶⁵ à partir de 2009 et ICI à partir de fin 2008

2.1.1 MODES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION DE L'AGENCE EXECUTIVE

L'Agence dispose, selon ses textes fondateurs, d'une autonomie de gestion pour les tâches qui lui sont confiées. A ce titre, l'Agence gère pour le compte de la Commission et sous sa responsabilité, un budget opérationnel consacré à la mise en œuvre des programmes qui lui ont été délégués. D'autre part, celle-ci gère également un budget de fonctionnement destiné à couvrir l'ensemble de ses dépenses administratives (gestion centralisée directe).

La gestion des lignes budgétaires liées à la mise en œuvre des programmes délégués à l'Agence par la Commission s'effectue conformément aux dispositions du Règlement financier applicable au budget des Communautés européennes et des ses modalités d'exécution.

La gestion des lignes budgétaires relatives aux dépenses de fonctionnement de l'Agence est régie par les dispositions du Règlement (CE) n° 1653/2004 de la Commission⁶⁶, portant règlement financier type des agences exécutives, ainsi que par les dispositions du Règlement financier applicable au budget des Communautés européennes et ses modalités d'exécution.

2.1.2 RISQUES SPECIFIQUES A LA MISSION ET A LA NATURE DES ACTIVITES DE L'AGENCE EXECUTIVE

De par sa mission, l'Agence est confrontée à des risques inhérents à la nature de ses activités. Ces risques principaux sont les suivants:

Risques opérationnels

L'Agence gère, sous la supervision de la Commission, un grand nombre de projets de nature et de type différents (annuels et pluriannuels) auxquels des subventions sont octroyées suite à des processus de sélection, dans le cadre d'actions et de volets de programmes d'action

⁶³ Décision C(2008)1999 du 26 mai 2008 (acte de délégation)

⁶⁴ Décision de la Commission C(2008)629CE du 12 juin 2008 (acte de création) et décision de la Commission C(2008)3645 du 22 juillet 2008 (acte de délégation)

⁶⁵ Décision 2008/185/CE de la Commission du 9 octobre 2008 (acte de création) et décision C(2008)5888 de la Commission du 14 octobre 2008 (acte de délégation)

⁶⁶ Amendé par le règlement (EC) n°651/2008 du 9 juillet 2008

communautaire⁶⁷ dont le cadre réglementaire et la portée sont différents. Ces programmes mis en œuvre touchent un grand nombre de citoyens et d'institutions. L'Agence finance également certains organismes sous la forme de contributions à leur frais de fonctionnement.

Les actions financées par l'Agence couvrent des projets dont les montants individuels de subvention sont souvent très faibles et portent sur des durées relativement courtes (rarement plus de 2 ans). D'autre part, certains bénéficiaires présentent des garanties particulières, principalement ceux dont les revenus proviennent de financement public. D'autres (groupes de) bénéficiaires, de par la nature de certains programmes délégués, n'ont pas toujours des structures de gestion sophistiquées et une grande solidité financière.

L'Agence a poursuivi la mise en œuvre de mesures spécifiques pour diminuer la probabilité des risques potentiels auxquels l'expose son activité de gestion. Elle a notamment accru le recours au système de forfaits, ce qui réduit le risque d'erreurs dans les déclarations de dépenses des bénéficiaires des interventions.

Les risques relatifs en particulier au contrôle des dépenses éligibles sont identifiés à la section 2.2. du présent rapport (internal control standard template - ICT) ainsi que les systèmes de contrôle mis en place pour en réduire la probabilité et/ou l'impact.

Risk acceptance

La mission et la nature des activités de l'Agence font que l'Agence est contrainte d'accepter qu'un certain niveau de risque caractérise les financements qu'elle octroie.

2.1.3 GESTION DE LA PERFORMANCE ET DES RISQUES CRITIQUES 2008 (planification, risques 2008, monitoring, coopération avec les DG de tutelle)

Planification des activités de l'Agence exécutive

Dans le cadre de la gestion de la performance, un plan de gestion pour l'Agence exécutive a été développé et mis en œuvre pour l'année 2008. Des objectifs spécifiques ont été définis selon les critères SMART⁶⁸ et des indicateurs de performance RACER⁶⁹ ont été fixés pour le plan de gestion 2008 de l'Agence exécutive. Le contenu répond aux exigences de base et s'appuie sur les programmes de travail des DG de tutelle en matière de subventions et de marchés. Le plan de gestion 2008 a été communiqué tant au personnel de l'Agence qu'aux DG de tutelle et est disponible sur l'intranet de l'Agence. Le plan de gestion est soumis à un processus décisionnel long qui s'est traduit par son approbation par la Commission fin septembre 2008 et son adoption par le Comité de Direction de l'Agence le 22 octobre 2008. Au cours du dernier trimestre 2008, la DG Budget et le Secrétariat Général ont créé un groupe de travail visant à aligner la structure des plans de gestion des agences exécutives sur la structure de l'APB des DG de tutelle. L'Agence a pris en compte les conclusions de ce groupe dans la préparation de son plan de gestion 2009.

Gestion des risques critiques 2008

Un exercice d'évaluation des risques a été réalisé fin 2007 dans le cadre de la préparation du plan de gestion 2008 de l'Agence. Les risques critiques ont été identifiés ainsi que les actions à entreprendre en vue de réduire leur impact ou probabilité.

Pour 2008, seuls deux risques critiques, pouvant affecter sa capacité opérationnelle, ont été identifiés :

- l'indisponibilité d'outils informatiques adaptés/performants

⁶⁷ L'Agence gère les volets ou actions qui lui sont délégués pour les programmes d'action communautaire suivants: MEDIA 2007, Lifelong Learning, Culture 2007, L'Europe pour les Citoyens, Jeunesse en Action, Erasmus Mundus, EMECW, accords UE-Etats-Unis et UE-Canada, ICI.

⁶⁸ Specific, Measurable, Accepted, Realistic, Timed

⁶⁹ Relevant, Accepted, Credible, Easy and Robust

- l'espace insuffisant dans le bâtiment actuellement occupé par l'Agence

La situation au 31 décembre 2008 démontre que les mesures mises en œuvre au sein de l'Agence ont contribué à la réduction de la probabilité et/ou de l'impact de ces risques. Les mesures prises pour l'indisponibilité d'outils informatiques sont décrites à la section 2.1.5.d. En ce qui concerne le bâtiment les réalisations accomplies en 2008 sont mentionnées aux sections 2.1.5.

Monitoring de la performance de l'Agence exécutive, y compris la supervision

Les procédures de monitoring et de supervision sont couvertes par les modalités de coopération, de reporting et de supervision entre les DG de tutelle (DG EAC, INFSO et AIDCO) et l'Agence exécutive.

- Les progrès réalisés en 2008 au niveau opérationnel ainsi qu'au niveau de la gestion interne de l'Agence ont également été évalués par rapport aux indicateurs fixés dans le plan de gestion 2008 et se sont traduits par la préparation de rapports trimestriels, semestriel ainsi que du rapport annuel de l'Agence (RAA). Ces rapports ont été établis sur base des contributions préparées par les ordonnateurs (sub)délégués de l'Agence. Les documents ont été présentés et transmis au management de l'Agence ainsi qu'aux DG de tutelle, notamment lors des réunions du Steering committee, et sont disponibles sur le site intranet de l'Agence.
- Les performances de l'Agence en matière d'exécution budgétaire ont fait l'objet de rapports mensuels. Sur base du BIP (Budget Implementation Plan) établi au premier trimestre, l'Agence a suivi l'exécution des volets de programmes qui lui ont été délégués. Une actualisation du BIP a été réalisée en septembre 2008 en vue de prendre en compte les résultats atteints.
- Dans le cadre du suivi des performances, le processus de coordination interne mis en place en 2007 s'est poursuivi en 2008 selon les modalités suivantes:
 - En ce qui concerne le "High management" au niveau de l'Agence, des *réunions de direction* hebdomadaires ont eu lieu tout au long de l'année 2008. Un compte rendu a été établi pour chacune des réunions et a été transmis au management de l'Agence. Les documents sont par ailleurs disponibles sur le site intranet de l'Agence.
 - En parallèle, des *réunions bilatérales* mensuelles se sont également tenues entre le Directeur de l'Agence et chaque chef d'unité en vue du suivi régulier des ressources et de la gestion des volets des programmes délégués à l'Agence.
- Les tests prévus dans le cadre de la procédure de supervision (ICS 9) ont été finalisés. L'exercice de supervision 2007 de l'unité financière sur les transactions visant le budget opérationnel et le budget de fonctionnement et concernant l'ensemble des unités de l'Agence a été finalisé en juin 2008. L'exercice de supervision 2008 a été lancé en octobre 2008 et sera finalisé au cours du 1^{er} semestre 2009.

Coopération avec les DG de tutelle / Commission

- Les amendements des bases légales des programmes de la DG EAC, visant à remplacer, pour ce qui concerne la sélection des projets, la procédure de consultation du Comité de programme par une procédure d'information ont été adoptés en décembre 2008. Ceci permettra de raccourcir la durée du processus de sélection ("time to award") de un à deux mois en 2009. Au cours du second semestre 2008, la procédure de consultation du Comité avait toutefois été ramenée à 2 semaines suite à un accord obtenu du Parlement.
- Les modalités de coopération de supervision et de reporting entre l'Agence et ses DG de tutelle ont été actualisées et adoptées par le Comité de Direction de l'Agence. Fin 2008, des réunions ont eu lieu avec les DG ELARG et RELEX afin de définir un cadre de collaboration entre l'Agence et ces directions générales qui délèguent des crédits à l'Agence

sans formellement exercer le rôle de tutelle. Un document sera préparé par l'Agence au premier trimestre 2009.

- Cinq réunions du Steering Committee ont été organisées en 2008 au cours desquelles les sujets suivants ont entre autres été discutés (pour décision ou pour information):
 - Modalités de coopération, de reporting et de supervision entre les DG EAC, INFOSO et AIDCO et l'Agence exécutive;
 - Budget de fonctionnement de l'Agence 2008 et 2009; comptes annuels Agence 2007;
 - Plan de gestion 2008 de l'Agence;
 - Rapports trimestriels, semestriel et rapport annuel d'activités (RAA 2007) de l'Agence;
 - Plan d'audit 2007-2008 et rapports d'audit;
 - Révision du règlement intérieur du comité de direction, Acte de délégation de l'Agence;
 - Extension du mandat de l'Agence;
 - Perspectives immobilières.
- Au préalable, des réunions de coordination avec les directeurs Ressources/Affaires horizontales des DG de tutelle et du directeur de l'Agence ont été organisées afin de préparer la prise de décision des réunions du Steering Committee.
- De plus, des *réunions bilatérales* trimestrielles entre le Directeur de l'Agence et chaque Directeur *opérationnel* des DG EAC et INFOSO ont eu lieu comme prévu.
- En parallèle, les unités horizontales et opérationnelles de l'Agence ont tenu des réunions avec leurs *unités "miroirs"* des DG EAC, INFOSO et AIDCO.

2.1.4 GESTION DES RESSOURCES DE L'AGENCE EXECUTIVE

2.1.4.a **Budget opérationnel**

➤ Exécution du budget opérationnel

1) Crédits d'engagement

L'exécution cumulée des crédits d'engagements au 31/12/2008 est de **488M€**, soit **99,3%** des crédits (98,7% en 2007), en ligne avec les objectifs du plan de gestion. L'exécution est optimum sur tous les programmes, à l'exception du programme USA/Canada pour lequel le Canada n'a finalement pas augmenté sa contribution pour 2008 limitant ainsi le montant du co-financement de l'Agence, ainsi que de la fenêtre Western Balkans en raison du nombre insuffisant de demandes de mobilité reçues.

Pour les projets pour lesquels la décision d'octroi n'était pas encore prise par la Commission ou par l'Agence à la mi-décembre, ne garantissant pas la contractualisation des dossiers avant le 31/12/2008, 6 engagements globaux concernant les programmes "Jeunesse en Action" et "L'Europe pour les Citoyens" ont été passés pour un montant total de l'ordre de 2,2M€.

2) Crédits de paiement

L'exécution des crédits de paiement au 31/12/2008 s'élève à **406M€** correspondant à **96,8%** des crédits de paiement de l'exercice (95,1% en 2007) et dépassant ainsi nettement les objectifs prévus dans le plan de gestion 2008.

	% exécution au 31/12/2008	Cible plan de gestion 2008
Achèvement des anciens programmes	91,7%	90%
Nouveaux programmes (hors EM et volets extérieurs)	98,6%	95%
Erasmus Mundus et volets extérieurs	96,6%	95%

Il convient de souligner que le taux d'exécution est de 100% ou approche les 100% pour les programmes suivants : Achèvement Média et Média 2007, Jeunesse, Citoyenneté, LLP, External Cooperation Window.

L'exécution est moindre pour:

- trois lignes d'achèvement (Culture, Jeunesse et Western Balkans EM) en raison de retards dans la soumission des rapports finaux, de soldes à payer inférieurs aux prévisions et du drop out d'étudiants.
- le programme USA/Canada résultant du taux d'engagement inférieur à la prévision et du décalage de paiement de certains rapports intermédiaires vers 2009 (les crédits correspondants n'ont pas été utilisés par la DG BUDG dans le cadre d'un virement d'aide d'urgence fin décembre).
- le programme Culture suite à un retard dans la soumission des rapports.

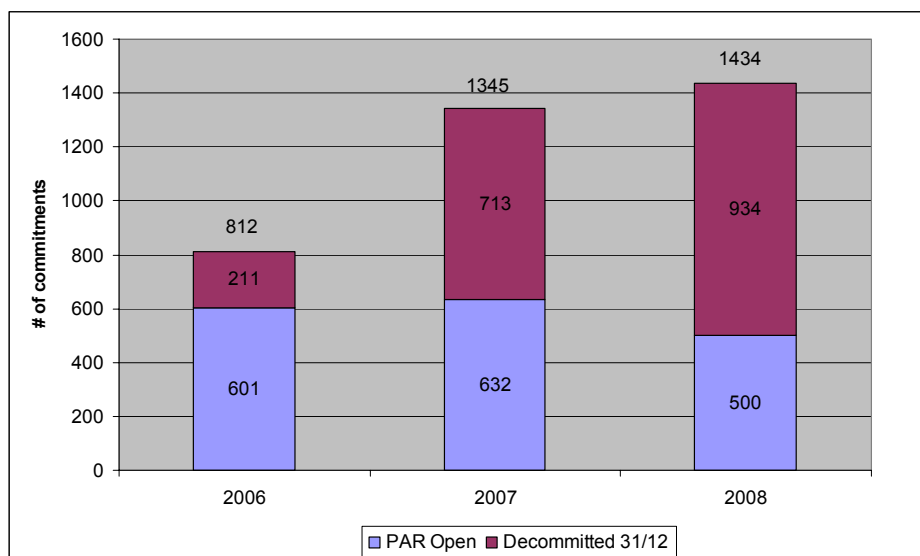
Il convient par ailleurs de souligner que l'Agence a exécuté la totalité de ses crédits C5, tant en engagement qu'en paiement.

De plus amples informations sur l'exécution des crédits opérationnels de l'Agence pour l'année 2007 sont fournies à l'annexe 3.

3) Suivi de l'encours du RAL anormal

En ce qui concerne le RAL anormal attribué à l'Agence (1.434 engagements), un plan d'action a été établi dont l'objectif d'apurement visait à réduire de 936 cas le RAL anormal au 31 décembre 2008, équivalent au volume du nouveau RAL 2008 par rapport au solde à la fin de 2007. L'objectif cible était atteint en fin d'année puisque 934 engagements ont fait l'objet de déagements ou de paiements et ont été clôturés.

De 2006 à 2008, l'Agence est parvenue à maintenir le niveau de son RAL potentiellement anormal ouvert en fin d'année comme mis en évidence dans le graphe ci-dessous:



4) Suivi de l'encours des ordres de recouvrement (OR)

Le suivi de l'encours des OR échus et impayés ainsi que d'autres questions horizontales ont été passés en revue lors de réunions trimestrielles avec la DG BUDG en 2008.

En 2008, le reporting mis en place confirme que le traitement des ordres de recouvrement a été effectué conformément aux objectifs cibles fixés pour l'année 2008. Ainsi, plus de 90 % des créances échues et impayées au 31 décembre 2007⁷⁰ dont la quasi-totalité concernait les programmes antérieurs MEDIA II et MEDIA Plus en raison de leurs mécanismes spécifiques de recouvrement, étaient traitées au 30 juin 2008, soit près de 70 OR sur les 76 qui demandaient une action de la part de l'Agence, dont une vingtaine de dossiers MEDIA clôturés dès l'adoption par la Commission de la décision portant délégation de ce programme à l'Agence en juillet 2008.

La balance âgée au 30 juin 2008 révélant un stock de 73 créances échues et impayées pour lesquelles une action de la part de l'Agence était nécessaire, cette dernière en a traité 69 au cours du 2^{ème} semestre, correspondant à 94,5 % et répondant donc à l'objectif cible de 90 % à fin décembre 2008.

⁷⁰ Rapport annuel d'activités 2007 de l'Agence exécutive

Au 31 décembre 2008, la balance âgée transmise par la DG BUDG identifie 482 OR ouverts et non échus dont 44 requérant une action de l'Agence, 237 au Service Juridique, 114 à la DG Budget, 80 en banqueroute et 5 à l'OLAF.

Conformément aux conclusions de l'audit de l'IAS sur les ordres de recouvrement mené en 2008, l'Agence participera au groupe de travail mis en place par la DG BUDG et le SJ visant à réduire le backlog d'ordres de recouvrement au service juridique. Près de 90% de ces OR concernent le programme MEDIA compte tenu des mécanismes spécifiques de recouvrement existant dans les programmes antérieurs MEDIA II et MEDIA Plus.

En 2008, l'Agence a émis 1.056 ordres de recouvrement, en a encaissé 936, a renoncé à 146 créances. Son "stock" d'OR ouverts, dont 132 sont non échus, est en légère diminution (612 au 31/12/2008 contre 638 au 31/12/2007) en particulier pour le programme MEDIA, comme cela est mis en évidence dans le tableau ci-dessous:

	MEDIA	Autres programmes	Total
OR ouverts au 01/01/2008	554	84	638
Nouveaux OR	547	509	1056
OR payés	499	437	936
Renoncations/ajustements	126	20	146
OR ouverts au 31/12/2008	476	136	612

5) Délais de paiement

En 2008, l'Agence a poursuivi ses efforts pour réduire ses délais de paiement. Des "task force" spécifiques ont été mises en place en vue de réduire les backlogs, hérités à la création de l'Agence notamment pour le programme SOCRATES. Les délais de paiement font l'objet d'un reporting mensuel qui est discuté en réunion de direction.

Des progrès importants ont été obtenus. Le délai de paiement moyen de l'Agence en 2008 ressort à 40,3 jours en moyenne dont 44,3 jours pour les paiements relatifs aux crédits opérationnels⁷¹ et 23,2 jours pour les paiements relatifs au budget de fonctionnement.

83% des paiements relatifs aux crédits opérationnels sont effectués dans les délais, ce pourcentage s'élevant à près de 92% pour les nouveaux programmes.

En 2009, l'Agence continuera à renforcer ses procédures de paiement et de suivi afin d'accélérer les délais.

➤ Systèmes de contrôle (budget opérationnel)

1) Documentation des procédures

La documentation des procédures constituait un des standards de contrôle prioritaire pour l'année 2008. Des progrès significatifs ont été atteints

⁷¹ Il convient de noter que ce délai est surestimé du fait qu'il intègre également le délai d'approbation des rapports pour certains programmes (notamment les Jumelages) qui appliquent un délai unique d'approbation et de paiement.

Toutefois, l'exercice de desk review confirme que malgré les réalisations mises en place et citées ci-dessous, certaines exigences de base du standard "documentation des procédures" doivent encore être mises en œuvre. La perception du personnel évaluée grâce à l'exercice iCAT confirme un niveau de mise en œuvre très similaire. Un audit mené par l'IAC de l'Agence en 2008 recommande également un renforcement de la documentation des procédures de l'Agence. C'est pourquoi, l'ICS 8 a été repris comme un standard de contrôle prioritaire pour l'année 2009. Davantage d'informations sur les *exercices de desk review et iCAT* se trouvent aux sections 2.4.2 et 2.4.3.

Au cours de l'année 2008, les réalisations suivantes ont été accomplies:

- Le manuel de procédures Subventions a été revu et transmis aux DG de tutelle pour validation; les principales modifications concernent l'architecture générale du manuel (afin de recentrer la procédure sur la gestion des subventions), le recours aux experts dans l'évaluation des propositions, l'introduction des décisions dans la partie contractualisation et la prise en compte des nouvelles règles relatives à la comitologie (processus d'information);
- Les "modules" spécifiques aux différents programmes ont été également mis à jour à l'exception de trois d'entre-eux dont la révision sera finalisée début 2009; des modules pour les nouveaux programmes délégués à l'Agence (ICI, Erasmus Mundus II) ont également été préparés;
- La rédaction d'une nouvelle procédure paiements intégrant les nouvelles règles en matière d'intérêts de retard ;
- Des checklists harmonisées pour les transactions financières sont rentrées en vigueur à partir d'octobre;
- un groupe de travail procédures a été mis en place afin de réaliser l'inventaire et la mise à jour de l'ensemble des procédures de l'Agence suite à une recommandation de l'IAC de l'Agence; au 31/12/2008, l'inventaire des procédures a été finalisé et est disponible sur l'intranet de l'Agence et un plan d'action pour leur mise à jour a été élaboré;
- les procédures relatives aux droits d'accès, aux délégations / subdélégations, et à l'enregistrement des exceptions ont été également mises à jour; suite à la prolongation des contrats des agents temporaires, de nouvelles (sub)délégations ont été signées; les droits d'accès ont également été revus;
- En ce qui concerne la continuité des opérations, la procédure a été revue. Le Business Continuity Plan (BCP) a également été mis à jour et l'Agence a participé à l'exercice organisé par la Commission. Une consolidation de cette procédure est prévue pour 2009;
- Suite à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) publié en 2008 pour la constitution d'une liste d'experts chargés d'assister l'Agence dans la gestion des programmes, de nouvelles procédures et templates pour la sélection et la contractualisation des experts ont été établies ; elles devraient être finalisées au 1^{er} trimestre 2009 et transmises pour validation aux DG de tutelle.
- En 2008, l'Agence a procédé à une révision juridique de l'ensemble des modèles de conventions et de décisions utilisés par l'Agence. Ces modèles seront d'application pour les conventions 2009.

2) Contrôle ex-ante

La gestion des lignes budgétaires liées à la mise en œuvre des programmes délégués à l'Agence par la Commission, s'effectue conformément aux dispositions du Règlement Financier applicable au budget des Communautés européennes et de ses modalités d'exécution.

Dans le cadre de l'Agence, ces crédits sont gérés de manière décentralisée selon un workflow IO-IF-VF-VO-AO. Un contrôle ex ante supplémentaire est effectué par l'unité financière de l'Agence par échantillonnage (MUS) après la vérification opérationnelle et avant l'ordonnancement.

705 transactions ont été sélectionnées par le MUS en 2008 (554 en 2007). 495 (70%) ont fait l'objet d'une validation AC (accepted) sans commentaires (69% en 2007), 39 dossiers (5%) ont été présentés afin de corriger des erreurs techniques (ex : choix du circuit, visas, ventilation des paiements). Les autres dossiers présentaient un éventail diversifié d'erreurs (dossier partiel, erreur de calcul, rapport d'exception nécessaire) et nécessitaient une correction avant validation par l'ordonnateur délégué, sans impliquer un refus définitif de la transaction. Onze dossiers (10 en 2007) ont fait l'objet d'un refus (SR).

Au cours de l'année 2008, la vérification du texte de 36 appels à propositions 2008 et 2009 avant publication (34 publiés en 2008) ainsi que des nouveaux guides programme Culture et Erasmus Mundus II a également été assurée par l'unité financière de l'Agence. Le texte modèle pour les appels à propositions est utilisé au sein de l'Agence.

L'unité financière a également coordonné et vérifié les documents visant 8 appels d'offres concernant principalement des études liées aux programmes gérés par l'Agence.

Aucune confirmation d'instruction au sens de l'article 73 des Modalités d'exécution du Règlement Financier n'est à constater en 2008.

3) Recording exceptions

L'Agence a émis 73 rapports d'exceptions dans le cadre des dépenses opérationnelles au cours de l'année 2008, un niveau stable par rapport à 2007 (71 rapports d'exception). Les exceptions concernaient principalement les points suivants:

- extension ou modification de la période maximale d'éligibilité prévue par l'appel à propositions (26); ceci concerne en grande majorité des appels publiés avant 2007 ; depuis lors, une période de grâce a été introduite dans le texte des appels à propositions et le nombre d'exceptions pour ce motif devrait donc diminuer à l'avenir;
 - production d'un avenant après la fin de la période d'éligibilité (7); suite à une clarification apportée par la DG BUDG, ceci ne devrait plus faire l'objet d'exception;
 - extension de la FDI plus de 6 mois après la date d'expiration de l'engagement (10); il n'y aura plus d'exception pour ce motif à partir d'avril 2009 suite au monitoring mis en place en 2008 et à la réduction substantielle en 2008 du nombre d'engagements dont la FDI est dépassée
 - Financement d'actions terminées (6); la modification de la procédure de comitologie en 2009 devrait diminuer le nombre d'exceptions pour ce motif
- Les 24 autres rapports concernent des sujets divers en nombre très limité.

4) Contrôle ex-post

- *Suivi des contrôles ex post des années antérieures*

En 2008, l'Agence a entrepris une action globale en vue d'accélérer le traitement des dossiers de contrôles ex post et de réduire le nombre de dossiers ouverts à la fin de l'exercice. Au niveau interne, les tableaux de suivi ont été améliorés. Les "queries" de la base de données ont été complètement revues suite à la dernière mise à jour. Une réunion a été organisée avec les coordonateurs d'audit pour expliquer les changements et un "manuel d'utilisation" a été développé.

Un suivi continu tant avec le contractant qu'avec les unités a permis de diminuer le backlog et celui-ci devrait être totalement résorbé fin 2009. Néanmoins, les retards pris jusqu'à la fin de l'année 2007 et début 2008 n'ont pu être totalement résorbés. Un montant de 100.000 € a dû être réengagé en 2009 pour couvrir des audits contractualisés en 2008 et dont les engagements tombaient en annulation au 31/12/2008. Le contractant n'ayant pas totalement atteint ses objectifs quant au délai de fourniture des "draft reports", des pénalités (environ 8.000€) lui seront facturées début 2009 pour les rapports fournis au delà des délais contractuels.

Au cours de cette année, un total de 198 audits, tous plans confondus, ont ainsi été clôturés par les unités opérationnelles.

L'avancement des différents plans d'audit annuels est récapitulé dans le tableau ci-dessous;

	Audits repris des DG de tutelle	Plan 2006	Plan 2007	Total
Total initial	185	100	144	429
Ouverts au 31/12/2008	7	18	65	90

La réalisation de l'ensemble des missions d'audit est terminée. 33% des 90 audits ouverts sont au stade de l'émission ou de la validation du draft report. Les deux tiers restant sont à clôturer suite à la réception des rapports finaux à la fin de l'année 2008. L'essentiel de ces dossiers devraient être clôturés à la fin du 1^{er} trimestre 2009.

- *Plan d'audit 2008 (contrôle ex post)*

En 2008, la révision de la méthodologie de sélection du programme d'audit a été finalisée. Une analyse de risque spécifique pour les programmes 2007-20013 a été entreprise au 2^e semestre 2008 et servira pour l'établissement du plan pluriannuel d'audit début 2009 qui sera soumis aux DG de tutelle.

La sélection sur base aléatoire est effectuée par l'unité R2 et représente un minimum de 70% des projets du plan d'audit annuel. L'échantillon est composé uniquement des projets soldés au cours de l'année n-1. La sélection se fait de façon électronique à l'aide d'un logiciel informatique en attribuant un nombre donné d'audits par programme subventionné et en s'assurant qu'il y ait une couverture géographique suffisante. En 2008, elle a représenté plus de 5% des crédits de paiement 2007.

Le plan d'audit 2008 a été volontairement limité à 93 dossiers compte tenu de la priorité mise sur la réduction du backlog. Le plan d'audit 2008, divisé en 2 parties, sélection aléatoire et sélection dirigée, a été

contractualisé en juin et en juillet 2008. Plus des deux tiers des missions ont été accomplies avant le 31 décembre 2008. L'Agence poursuivra en 2009 les actions de monitoring engagées en 2008 afin de clôturer 90% du plan d'audit 2008 à la fin de l'année 2009.

- *Taux d'erreur*

Au cours du 1^{er} semestre des modifications ont été apportées à la base de données audit par la DG EAC pour intégrer des indicateurs complémentaires permettant de mieux cerner le taux d'erreur. De son côté, l'Agence a effectué des efforts importants pour fiabiliser les enregistrements existants.

172 rapports finaux ont été acceptés en 2008 représentant un montant audité de 23,287 Mio €. Près de la moitié de ces rapports ont mis en évidence des erreurs négatives représentant une valeur de 0,485 Mio € soit un taux d'erreur de 2,1%.

Un quart de ces audits sont relatifs au programme MEDIA pour lequel le taux d'erreur négative constaté est limité à 0,6%.

Les autres audits correspondent à des programmes de la DG EAC (programmes de l'ancienne génération : Socrates, Leonardo, Culture 2000, Citoyenneté) pour lesquels le taux d'erreur ressort à 2,8 %.

L'analyse du taux d'erreur de ces audits relatifs aux programmes de la DG EAC, selon qu'il s'agit d'audits aléatoires ou d'audits dirigés, montre que l'essentiel des erreurs ont été constatées sur des audits dirigés (0,318 Mio € pour des erreurs négatives totales de 0,442 Mio €) pour lesquels le taux d'erreur est de 3,3 %.

L'analyse en détail de ces audits dirigés montre qu'un projet Erasmus - réseaux thématiques, dont les lacunes autour de la gestion du bénéficiaire ont été identifiées par l'Agence avant l'audit, est responsable pour plus d'un tiers du taux d'erreur des programmes liés à l'éducation (0,090 Mio € pour des erreurs négatives totales de 0,226). Le programme citoyenneté dévoile un taux qui peut être attribué pour plus de la moitié à un bénéficiaire dont les lacunes ont été identifiées par l'unité P7 puis confirmées par l'audit.

A l'inverse, pour les audits aléatoires, le taux d'erreur est limité à 2 % dont 0,8 % est lié à un dossier du programme Jeunesse concernant une action conjointe de 2004.

L'Agence a par ailleurs analysé les raisons des principaux ajustements recommandés par les auditeurs et n'a pas identifié d'élément structurel susceptible d'être extrapolé à l'ensemble d'un programme ou d'une action.

Pour l'ensemble des 172 audits clôturés en 2008, le taux d'erreur ressort à:

- 2,41% pour les audits dirigés;
- 1,49% sur les audits aléatoires.

La population à risque, composée des audits dirigés est estimée à une soixantaine de projets (environ 1,3% des projets soldés en 2007) représentant 9,5M€ soit près de 10% de la valeur de l'ensemble des projets soldés en 2007.

Par conséquent, le taux d'erreur de l'Agence en 2008 peut être estimé, compte tenu du poids relatif des audits dirigés et des audits aléatoires par

rapport à la valeur totale des projets, à 1,6% ($2,41\%*0.1+1,49\%*0.9$), très en deçà du seuil de matérialité de 2% considéré dans la déclaration d'assurance.

➤ Comptabilité (budget opérationnel)

1) Plan qualité comptable et reporting comptable

L'information comptable et financière (ICS8) constituait un des standards de contrôle prioritaires pour l'Agence en 2008. Un plan d'action comptable 2008 a été établi et transmis au Comptable de la Commission. Tous les contrôles prévus dans le plan d'action comptable 2008 ont été réalisés⁷² au moins une fois à fin décembre 2008. La périodicité des contrôles prévue initialement n'a pas été respectée pour tous les contrôles mais les risques importants ont été couverts et des contrôles supplémentaires ont été ajoutés afin de couvrir des problèmes particuliers rencontrés au cours du dernier trimestre 2008.

Ce premier jeu de contrôles servira de base pour l'établissement du plan d'action comptable 2009 qui intégrera également les travaux sur la réconciliation des systèmes locaux avec ABAC. Ce programme tiendra compte de l'expérience acquise au cours de l'année 2008 et réévaluera à la lumière de celle-ci les risques comptables et la périodicité des contrôles à réaliser afin d'établir un plan d'action réaliste en fonction des ressources disponibles et des niveaux de risques identifiés.

En 2008, le reporting comptable mensuel a été enrichi et couvre désormais les factures, les délais de paiement, les dates limites d'exécution (DLE) et le RAL (Reste A Liquider). Ce reporting est à l'ordre du jour des réunions mensuelles des coordinateurs financiers et des réunions de direction de l'Agence ce qui a permis une amélioration très forte de ces différents indicateurs. Les résultats 2008 dans concernant les délais de paiement et le RAL sont décrits aux paragraphes précédents sous "Exécution du budget opérationnel". En ce qui concerne les factures, les indicateurs suivis concernent le nombre de factures en step 1 et en step 2 de plus de 90 jours qui ont été fortement réduits au cours de l'année.

Des progrès très importants ont donc été obtenus en matière d'information comptable et financière, domaine dans lequel la "desk review" a révélé que l'Agence satisfait 100% des exigences de base fin 2008. Toutefois, un effort supplémentaire d'explication auprès du personnel reste nécessaire compte tenu des résultats mitigés de l'enquête ICAT sur le standard de contrôle 13.

2) Réconciliation des systèmes locaux

Les listes relatives à la réconciliation des systèmes locaux (APPFIN) avec ABAC ont été mises à disposition dans APPFIN par la DG EAC au cours du second semestre. Ces listes relatives aux engagements, paiements, factures, ordres de recouvrements et contrats, ont fait l'objet d'une analyse à fin octobre 2008. Les corrections nécessaires, d'un nombre assez réduit, ont été introduites dans APPFIN ou ABAC qu'il s'agisse de corrections spécifiques à une transaction ou de changements de règles fixées dans APPFIN.

⁷² Excepté deux contrôles spécifiques portant sur un nombre limité de transactions d'un montant faible

Deux analyses spécifiques supplémentaires ont également été menées:

- La vérification que pour tout projet APPFIN créé depuis 2006, un contrat existe dans ABAC Contrats et qu'il est correctement lié à l'engagement et à APPFIN: les corrections nécessaires ont été réalisées.
- L'exploitation régulière de la liste des transactions clôturées dans APPFIN mais pas dans ABAC.

Deux tâches principales restent encore à exécuter au titre de l'exercice 2008: l'analyse des listes rapprochant les données d'ABAC vers APPFIN (nombre réduit de transactions en écart) et celles relatives à la réconciliation des données à fin décembre 2008. Ces tâches seront intégrées au plan d'action comptable pour l'exercice 2009.

3) Validation des systèmes locaux

La DG BUDG a mené une mission visant à valider les systèmes locaux de l'Agence. Le rapport est attendu pour la fin du 1^{er} trimestre 2009. La réunion finale de discussion des findings et recommandations qui s'est tenue en janvier 2009 n'a pas révélé d'élément critique à l'exception de l'absence des contrats Jumelage 2006 et 2007 dans ABAC Contrats (contrats aujourd'hui clôturés) pour laquelle une dérogation rétroactive a été demandée au Comptable de la Commission.

4) Clôture et séparation des comptes / cut off 2008

Avant la clôture, l'Agence a fourni des efforts importants d'analyse des préfinancements ouverts afin de:

- Corriger les préfinancements pour lesquels des anomalies, notamment les préfinancements non apurés à tort, ont été identifiées et
- Enregistrer l'écriture de correction relative aux préfinancements ouverts pour le montant EFTA des ordres de recouvrements liés⁷³.

De même, le "recovery context" des ordres de recouvrements émis en 2008 pour lesquels celui-ci n'avait pas été renseigné⁷⁴ a été introduit, comme requis par la DG BUDG, avant la fin de l'année.

A partir de septembre 2008, les transactions de l'Agence ont été codifiées en mode centralisé indirect⁷⁵. Toutes les transactions 2008 encore comptabilisées en mode centralisé direct ont fait l'objet d'une écriture corrective de reclassement dans les comptes 2008.

Par ailleurs, suite à l'analyse approfondie des projets MEDIA plus et MEDIA II, le traitement comptable des avances conditionnelles remboursables a été modifié en 2008: ces avances ont été enregistrées en hors bilan en tant que prévisions de créances pour leur valeur estimée brute alors qu'elles faisaient l'objet d'une comptabilisation en créances à l'actif du bilan pour leur valeur nette estimée (avec réduction de valeur). Ce changement de méthode est dûment motivé par le fait que ces avances potentielles ne deviennent certaines et donc remboursables que si les conditions prévues aux contrats sont remplies. L'impact de changement se traduit par une diminution nette de

⁷³ Pour mémoire, 616 transactions pour un montant total de 144 K€

⁷⁴ Pour mémoire, 388 ordres de recouvrement à analyser

⁷⁵ Mise à disposition par la DG BUDG des comptes nécessaires dans les systèmes centraux comptables permettant de mettre à jour le système local APPFIN

35 M€ de l'actif du bilan et une augmentation de 26 M€ du hors bilan ("contingent assets").

Enfin, les estimations de cut-off 2008 de l'Agence se sont basées sur le rapport BO fourni par la DG BUDG dont la réconciliation avec le système comptable SAP a été plus aisée cette année et sur la méthodologie cut-off mise en place avec la DG EAC.

Les principales écritures de correction identifiées par nos soins sur les comptes 2008 ainsi que le reporting package 2008 comprenant les écritures de cut-off ont été transmis à la DG BUDG aux échéances respectives requises (23/01 et 12/02/2009).

2.1.4.b Budget de fonctionnement

➤ Exécution du budget de fonctionnement

Le budget de fonctionnement initial de l'Agence adopté par le Steering Committee du 22 janvier 2008 s'élevait à 41,203 M€. Lors de la révision budgétaire du mois de juillet 2008, l'Agence a révisé son budget à 38,203 M€ suite, d'une part à l'extension du mandat de l'Agence à des volets supplémentaires EMECW, d'autre part aux économies constatées liées au retard dans les recrutements et au décalage à 2009 du projet de location d'un bâtiment supplémentaire. En novembre, ce budget a été augmenté de 0,41 M€ dans le cadre de la révision budgétaire de novembre faisant suite à l'extension au programme ICI, le budget final de l'Agence pour 2008 s'élevant à 38,244 M€ (+2,2M€ par rapport à 2007).

Au 31/12/08, les engagements ont atteints 37,736M€ représentant 98,7% des crédits (95,6% en 2007), laissant un solde non utilisé de 0,5M€ (1,6M€ en 2007). Dans le contexte d'évolution du périmètre de l'Agence, il s'agit d'un très bon résultat (dépassant l'objectif du plan de gestion de 1,7%) découlant notamment d'un suivi régulier de l'exécution budgétaire avec une actualisation des prévisions afin d'adapter les crédits aux besoins.

Sur les crédits alloués de 38,244 M€, les 37,736 M€ engagés sont répartis comme suit:

- 22,748 M€ sur le titre I "Dépenses de Personnel" c'est-à-dire 99% du budget alloué à ce titre;
- 14,988 M€ sur le titre II " Immeubles, Matériel et Dépenses de fonctionnement" représentant 98,2% du budget disponible sur ce titre.

Une amélioration considérable a également été réalisée en 2008 sur le taux d'exécution des paiements. En effet, ces derniers atteignent 31,551 M€ (27,614 M€ en 2007) c'est-à-dire 82,5% des crédits disponibles ou 84% des montants engagés, alors qu'en 2006 les paiements représentaient seulement 76,6% des crédits ou 80% des montants engagés.

Un montant de 6,185 M€ (16,3% des montants engagés) sera payé en 2009 après réception des factures. Les sommes non nécessaires au paiement de factures ont fait l'objet d'un dégagement avant le 31/12/08. En 2007, le solde encore à payer était de 6,818M€, équivalent à 19,8% des crédits d'engagement.

Les clés de répartition des recettes 2008 par programme ont été ajustées dans le cadre de la révision budgétaire de juillet suite à une analyse des coûts prévisionnels 2008 par programme tenant compte des coûts réels du 1^{er} semestre. Une analyse des coûts réels 2008 est en cours pour soumission à un prochain Comité de Direction. L'équilibre dépenses/recettes au niveau de chaque programme est prévu dans le cadre du projet de budget 2009.

L'annexe 3 du présent rapport fournit de plus amples informations quant à l'exécution des crédits de fonctionnement de l'Agence pour l'année 2008.

➤ Systèmes de contrôle (budget de fonctionnement)

1) Procédures

Pour l'exécution de son budget de fonctionnement, l'Agence dispose d'une procédure *décentralisée* pour les dépenses relatives aux experts et d'une procédure *centralisée* pour les autres dépenses de fonctionnement. Dans ce cas, l'ordonnancement des engagements budgétaires et juridiques est assuré par l'AO (Directeur de l'Agence), celui des paiements par l'AOD (Chef d'unité ou chef de secteur).

Il convient de souligner que dans tous les cas les décisions d'attribution de marché ou les fiches récapitulatives pour la sélection des experts sont signées par l'ordonnateur (AO) (Directeur de l'Agence).

2) Contrôle ex-ante

En ce qui concerne les autres dépenses de fonctionnement (procédure centralisée), l'ensemble des opérations d'engagement (427 engagements/dégagements), de paiement (959) et de recouvrement (29) sont contrôlés à 100 % (vérification financière de 1^{er} niveau), ce qui représente un total de plus de 1.400 transactions.

Environ 94% ont fait l'objet d'une validation AC (accepted) sans commentaires. Les autres dossiers présentaient un éventail diversifié d'erreurs et nécessitaient une correction avant validation par l'ordonnateur délégué, sans impliquer un refus définitif de la transaction. Six dossiers ont fait l'objet d'un refus (SR).

La procédure négociée pour le marché immobilier a fait l'objet d'un contrôle important. Suite à l'accord du Conseil et du Parlement, le contrat de bail pour la location d'un second bâtiment de l'Agence sis 115 rue du Colonel Bourg a été signé le 18 septembre 2008.

3) Recording exceptions

En ce qui concerne les dépenses du budget de fonctionnement, 22 rapports d'exceptions ont été émis durant l'année 2008 (9 en 2007). Les exceptions concernaient principalement des engagements à posteriori (engagements budgétaires -8-, juridiques -6-, ordres de missions -4-). Une réorganisation de l'unité R1 est prévue en 2009 afin notamment de renforcer le contrôle des dépenses de fonctionnement.

➤ Comptabilité (budget de fonctionnement)

Les comptes 2007 de l'Agence ont été certifiés sans réserve par la Cour des Comptes.

Le système d'inventaire "ABAC assets" mis en place en 2007 n'a été complètement opérationnel qu'en 2008. Tous les biens achetés par l'Agence en 2008 ainsi que les biens transférés par la DG INFSO ont été inventoriés dans le système conformément aux règles comptables de la Commission et à la procédure d'inventaire. En ce qui concerne les biens achetés par l'OIB pour le compte de l'Agence et refacturés à celle-ci (contrat-cadre non ouvert aux agences), la mise à l'inventaire s'est faite par transfert d'un centre de gestion à l'autre. Par ailleurs, les écritures introduites manuellement en SAP en 2007 (via la procédure de cut off) ont été régularisées dans "ABAC assets".

En 2009, à la suite de la mise à disposition du contrat-cadre pour l'achat de mobilier et matériel aux Agences, l'Agence passera ses commandes en direct aux fournisseurs et les introduira donc elle-même en "ABAC assets". Elle en assurera ensuite le suivi (réception des biens, mise à l'inventaire physique et comptable ainsi que paiement au fournisseur en "ABAC").

A la demande de la Cour des Comptes et du Comptable de la Commission au second semestre 2008, le Comptable de l'Agence doit procéder à la validation du système comptable de l'Agence. L'Agence utilisant les systèmes ABAC et SAP de la Commission et ses procédures ayant été validées par les DG de tutelle, procédera à cette validation formelle en 2009 à l'issue d'une mission de conseil de son auditeur interne pour le Comptable de l'Agence.

Les comptes provisoires de l'Agence pour 2008 seront adoptés par le Steering Committee par procédure écrite début mars 2009. Une "advanced copy" aura entretemps été transmise au Comptable de la Commission et à la Cour des Comptes fin février.

2.1.4.c Ressources humaines

➤ Suivi des effectifs

Au cours de l'année 2008, l'Agence a poursuivi ses efforts de recrutement et de remplacement du personnel dans le cadre du turnover. A cet égard, un nouvel appel à candidatures pour la sélection d'agents temporaires AST4 (Assistants gestionnaires - programme Education et Formation) a été lancé et des appels additionnels sont en préparation pour les postes AD (Programme Managers/Coordinators) pour les autres activités de l'Agence exécutive (Culture, Jeunesse, Citoyenneté et Media). Les 6 processus de sélection lancés en 2007 pour les postes d'Assistants financiers AST 3 et 4, Coordinateurs Eurydice AD 8 et Analystes des systèmes d'éducation AD7 ainsi que Coordinateurs Education AD8 et Gestionnaires de programme AD5 sont clôturés.

En ce qui concerne la mise en place de la nouvelle unité "Eurydice", outre la nomination du chef d'unité en 2007, 27 personnes ont été recrutées en 2008 pour cette unité.

Par ailleurs, le recrutement du chef de la nouvelle unité "Tempus" dont le démarrage est prévu en 2009 a été effectué. Les besoins en ressources humaines de cette nouvelle unité sont couverts par les sélections précitées en ce qui concerne les agents temporaires et par les panels de sélection ad hoc ainsi que par procédure de mobilité interne pour les agents contractuels.

Le taux d'occupation des agents temporaires s'élevait à 92 % au 31 décembre 2008, c'est-à-dire 85 postes pourvus à l'Agence sur un total de 92 postes. En ce qui concerne les agents contractuels, 277 agents contractuels étaient recrutés au 31 décembre 2008 sur les 303 postes alloués (91 %). Le taux d'occupation global à fin 2008 était de 91.6 %.

Le turnover 2008 de l'Agence s'établit à 90 arrivées par rapport à 30 départs.

Courant 2008, l'Agence a continué à avoir recours à du personnel intérimaire pour mener à bien les processus de sélection de projets au niveau du traitement et de l'encodage des données et d'autre part, de traiter certains back-logs existants au niveau des rapports finaux.

Dans le cadre de l'équilibre hommes/femmes, le personnel de l'Agence totalisait à fin décembre 129 hommes et 233 femmes. En matière d'encadrement, l'agence compte 2 femmes chef d'unité pour 9 hommes. Elle compte également 74 femmes de niveau AD et GFIV pour 56 hommes et 159 femmes de niveau AST, GF III, II et I pour 73 hommes

➤ Mise en œuvre du cadre administratif

Dans le cadre de l'évaluation du personnel en 2008, les rapports d'évolution de carrière des fonctionnaires détachés ont été finalisés conformément aux modalités prévues avec les DG de tutelle. En ce qui concerne les agents temporaires et les agents contractuels, les rapports d'évolution de carrière ont été finalisés conformément aux modalités prévues dans les directives générales d'exécution et ont porté sur deux années 2006 et 2007.

Courant 2008, les actions menées en vue de consolider le cadre réglementaire du personnel de l'Agence se sont poursuivies. A cet égard, le Comité du Personnel a rendu un avis favorable sur les dispositions générales d'exécution suivantes qui ont ensuite été adoptées par le Comité de direction de l'Agence, après approbation de la DG ADMIN:

- Le projet de décision relatif à l'évaluation des agents temporaires;
- Le projet de décision relatif à la carrière des agents temporaires et à leur affectation à un emploi à un grade supérieur à celui auquel ils ont été engagés;
- Le projet de décision relatif à l'évaluation des agents contractuels;
- Le projet de décision relatif aux procédures régissant l'engagement et l'emploi des agents temporaires dans l'Agence exécutive.
- General implementing provisions on the procedures governing the engagement and the use of contract staff at the Executive Agency.
- Decision laying down rules implementing article 7(2) of the staff regulations as regards temporary management posts

Par ailleurs, l'Agence exécutive a transmis une proposition à la DG ADMIN concernant les modalités d'application en matière de promotion/reclassement des agents contractuels. Sur cette base, après consultation du comité du personnel et du comité de direction, l'exercice de promotion/reclassement du personnel contractuel de l'Agence exécutive pourra être mené à bien dans le prolongement de l'exercice concernant les agents temporaires.

Fin 2008, deux initiatives ont été mises en lancées: la mobilité interne et le télétravail (phase pilote) sur base des lignes directrices définissant le cadre en la matière et adoptées par l'Agence Exécutive.

➤ Formation

En ce qui concerne le développement du personnel de l'Agence exécutive, l'Agence exécutive a poursuivi les formations internes sur la gestion financière, les marchés publics, l'utilisation d'applications financière (APPFIN) et administratives (E-Domec, Adonis, Syslog). Par ailleurs, des formations sur les standards de contrôle (ICS) révisés ont été organisées pour le personnel de l'Agence exécutive.

Comme en 2007, des séances d'information pour les nouveaux arrivés (induction courses) ont ciblé la gestion financière et les standards de contrôle interne. En outre, des conférences de midi se sont tenues sur les volets de programmes gérés par l'Agence Exécutive.

L'année 2008 a également mis l'accent sur des formations spécifiques de management et de coaching et dans le cadre du lancement de la procédure d'évaluation du personnel, des cours spécifiques ont été octroyés aux évalués et aux évaluateurs.

Le nombre moyen de jours de formation à l'Agence s'élève à 11 jours par personne.

2.1.4.d Informatique

In 2008, the following tasks were implemented and results achieved:

- New versions or new tools of the following applications were placed into production:
 - Saykiss – Support for Tempus & Jumelage; enhanced data quality checks; mass mailing tool; improved Appfin interface.
 - Media – updated for new generation of calls.
 - Erasmus University Charter – support for existing holders to re-apply
 - Erasmus Mundus – Support for latest generation of calls.
 - Jean Monet Web Tools – integration with the Agency website.
- Significant support was provided to DG EAC for the take-over of the Tempus programme from the Commission (DG EAC). For Tempus III the supporting applications were migrated to the Agency's servers; for Tempus IV, DG EAC carried out the selection and evaluation using Saykiss.
- The IT systems of the Eurydice programme were transferred to the Agency's servers from the former Technical Assistance Office (TAO).
- Move into production of the tool for selecting Experts/Temporary Agents:
 - The application was brought into production in March 2008 and to date over 8000 submissions have been received and the first reserve lists have been established.
- Time to resolve informatics problems reported to the helpdesk (target: 50% closed within 24 hours; 85% within 48 hours)
 - The helpdesk bettered the required target, with 82.46% of tickets closed within 8 hours; 89.15% within 16 hours.
- IT Equipment Inventory: situation end of 2008 (target: less than 1.5% per year of equipment not found):
 - The target was bettered, with only 0.35% of equipment missing
- Availability of servers (target: 99% uptime):

- Server availability was 99.82%, which bettered the target.
 - A major upgrade of the Server infrastructure was carried out to support the Disaster Recovery Plan (DRP).
- Implementation of SLAs and framework contracts:
- New DIGIT framework contracts joined include Oracle (relational databases), Dell (workstations), End User Training and document management tools.

➤ SYMMETRY

As regards **PMS1 module**, the pilot actions launched in 2007 identified a number of improvements to be made to Symmetry to meet the requirements of the Agency. Some improvements were incorporated into a new version of Symmetry delivered for testing. Tests were ongoing in the first half 2008 and a 2nd Pilot phase with a further set of actions took place in the 2nd half 2008. The Executive Agency has joined the new DG EAC call for tenders for the ongoing support and development of PMS1 (SYMMETRY support services).

The responsibility for the development of a selection tool, originally foreseen for PMS2, has been transferred to the Agency.

As regards **PMS2 selection module**, the Harmonization Working Group has started to prepare the requirements for PMS2 and the IT Sector has started to prepare the architectural proof of concept.

Concerning online applications, a new e-Form was placed in production for LLP-ICT, and a third of applications were received on-line. In addition, a new version of the Citizenship e-Form was placed into production with nearly 50% of applications received on-line. It has been decided that future e-Forms will be created using a commercial tool and will be developed by the Executive Agency for the actions delegated. The selection of the commercial tool for implementing eForms has been made in cooperation with DG EAC and DIGIT. The development of the form to be used for LLP 2009 applications has been completed in cooperation with DG EAC.

Due to the continued delay in the rollout of SYMMETRY, the Agency continues to be dependent on transitory tools. The IAC, in cooperation with the IT Sector, organized an audit by external IT auditors of the primary tools, Saykiss and Media. This audit confirmed that the transitory tools are adequate to support the activities of the Agency, and made a number of recommendations for improvements. An action plan has been agreed to meet these recommendations.

In parallel, improvements continued to be made to Saykiss, including the recent development of Business Objects reporting environment, based on the Saykiss database.

2.1.4.e Logistique

- Suite à l'avis favorable du Parlement concernant la location par l'Agence exécutive d'un second bâtiment, la procédure négociée a été menée à bien et le contrat de bail signé mi-septembre 2008. Les travaux d'aménagement ont démarré dans l'immeuble visé fin 2008 en vue d'accueillir le personnel de l'Agence au cours du 1^{er} trimestre 2009.

Dans l'attente de la finalisation de la procédure négociée et des travaux, un avenant au SLA avec l'OIB a été signé en vue de prolonger la solution temporaire

dans l'espace Beaulieu où deux unités opérationnelles de l'Agence exécutive ainsi que les activités d'évaluation des projets par des experts ont été installées provisoirement.

- En ce qui concerne la gestion des biens de l'Agence exécutive, un exercice de mise à jour de l'inventaire physique a été lancé à mi-parcours de l'année 2008 et finalisé fin 2008.
Dans le cadre de l'inventaire informatique notamment, l'Agence exécutive a poursuivi ses efforts en coopération avec la DG DIGIT en vue de consolider l'application ABAC Assets en production, notamment concernant le traitement des commandes. Toutefois, le suivi des immobilisations propriété de l'Agence reste difficile pour des raisons techniques liées à l'application ABAC Assets et organisationnelles liées à la multiplicité des acteurs impliqués (OIB, DIGIT, Agence).

2.1.5 INFORMATION ET COMMUNICATION

2.1.5.a **Communication interinstitutionnelle**

Dans la perspective d'un renforcement du dialogue interinstitutionnel, l'Agence exécutive a reçu fin janvier 2008 une délégation d'une quarantaine de personnes représentant la commission Education et Culture du Parlement européen. Les députés parlementaires ont montré un vif intérêt à la présentation du cycle de vie d'un projet, notamment en ce qui concerne le calendrier des sélections, la sélection des experts, les mesures de simplification et le feedback transmis aux bénéficiaires. De l'avis général, la rencontre s'est avérée utile et constructive.

2.1.5.b **Communication externe**

En matière de communication externe, une attention particulière a été accordée en 2008 au perfectionnement du site web en tant que canal prioritaire d'information, à la définition de formules d'Infodays sur mesure "au plus près des besoins des bénéficiaires potentiels", ainsi qu'à la régularité et à la qualité des collectes coordonnées de projets destinés à être médiatisés/valorisés.

- En ce qui concerne le *site Web* de l'Agence, en termes de fréquentation, une forte progression a été enregistrée en 2008.

L'année 2008 marque également une augmentation sensible du nombre de visites pour tous les programmes de 31,35 %, passant de 236.500 en 2007 à 310.600 en 2008 et comptant toujours beaucoup de nouveaux visiteurs.

Suite à un audit approfondi du site Agence, un plan d'action web a été élaboré et mis en œuvre au sein de l'Agence.

- Des "Infokits" ainsi que plusieurs dépliants ont été développés en lien avec les volets de programme gérés par l'Agence ainsi qu'une version de base de la nouvelle brochure de présentation de l'Agence Exécutive.
Courant 2008, environ 3000 demandes d'information ont été traitées via la mailbox générale de l'Agence Exécutive.

2.1.5.c **Valorisation de l'information relative aux projets**

- La méthodologie de valorisation mise sur pied en 2007 a été perfectionnée en 2008, dans le sens de contributions plus régulières et plus systématiques de la

part de l'Agence. L'année 2008 a vu le réseau InfoVal de l'Agence s'affirmer avec à la clé des avancées considérables en termes de collectes de "bons projets" et de statistiques alimentant les DGs de tutelle. Plus de 260 projets ont été collectés ainsi que des statistiques, notamment dans le cadre du dialogue interculturel, du dialogue interreligieux et de l'innovation et la créativité.

- En ce qui concerne la mise en œuvre de la base de données EVE, l'Agence exécutive a contribué à l'élaboration de la note de cadrage EVE adoptée par la DG EAC en décembre 2008.

2.1.5.d Communication interne

Sur le front de la communication interne, les chantiers prioritaires ont été la refonte de l'Intranet, ainsi que l'organisation d'événements conviviaux facilitant le partage de connaissances et les échanges inter-unités.

Les résultats 2008 sont les suivants:

- 8 conférences de midi "A la découverte des programmes organisées
- 5 numéros de la newsletter Connexion parus;
- La conduite d'une enquête de satisfaction à propos de la cantine a permis d'analyser les attentes du personnel et d'apporter des améliorations.

2.1.5.e Administration des documents

- *Gestion des courriers Médiateur, Parlementaires, Président et Cabinet*

Au cours de l'année 2008, l'Agence a traité 47 courriers transmis par les DG de tutelle dont 3 provenaient du Médiateur (Ombudsman), 12 questions parlementaires, 7 courriers Président et 25 courriers Cabinet. Les délais pour transmission de la réponse à la DG de tutelle concernée ont été respectés dans la majorité des cas. Les sujets concernaient pour la plupart des demandes d'information sur les nouveaux programmes, des questions sur les résultats des sélections et des demandes d'intervention en faveur de certains projets.

- *Demandes d'accès aux documents*

En 2008, deux demandes d'accès à des documents ont été introduites. La première concerne le programme Jean Monet. Suite à une demande confirmative, un accès partiel au dossier a été accordé. La requérante a porté plainte au Tribunal de 1^{ère} instance. L'affaire est en attente de jugement.

La deuxième demande concerne un dossier de demande de subvention dans le cadre du programme Culture. Un accès partiel a été accordé au requérant.

- *Application du code de bonne conduite administrative en matière de gestion du courrier*

Globalement pour l'année 2008, le délai de 15 jours ouvrables pour la transmission d'une réponse à un courrier a été respecté à hauteur de 81.8 %.

Par ailleurs, quasi l'intégralité des documents ont été classés dans leur dossier et rattachés au plan de classement de l'Agence (99,6 %), ce qui constitue un résultat très satisfaisant vu que le classement électronique est effectif et obligatoire à l'Agence depuis janvier 2008.

2.1.5.f Affaires juridiques

• *Litiges et recours*

Deux recours impliquant l'Agence ont été introduits en 2008. Le premier recours a été introduit par une personne physique contre l'Agence devant le Tribunal de première instance des CE (affaire T-439/08, Agapiou Joséphidès/Commission et Agence). Il vise l'annulation de la décision de l'Agence, du 1^{er} août 2008, refusant l'accès à certains documents au titre du règlement n° 1049/2001. La procédure écrite est en cours.

Le deuxième recours a été introduit par l'Agence – en accord avec le président du comité de direction et le service juridique de la Commission – contre la commune d'Evere devant le tribunal de première instance de Bruxelles. Il vise à contester la taxe communale sur les surfaces de bureaux relative à l'immeuble BOUR 135 pour l'exercice 2007.

Deux litiges impliquant l'Agence ont été clôturés en 2008. Le premier litige (affaire T-239/07, Pathé/Agence) a été clôturé par le Tribunal de première instance des CE par une ordonnance de non lieu à statuer du 5 mai 2008. Le Tribunal a pris acte de la décision de l'Agence de retirer sa décision portant résiliation de la convention avec le bénéficiaire et de verser à celui-ci le solde la subvention prévue par la convention..

Le deuxième litige (affaires T-314/07 R et T-314/07, Simsalagrimm/ Commission et Agence) a été clôturé par le Tribunal de première instance des CE par une ordonnance de radiation du 1^{er} avril 2008, à la suite du retrait du recours par la requérante.

Enfin, l'agence a reçu des plaintes (non judiciaires) de la part de sociétés allemandes. L'objet de la plainte était un critère d'éligibilité figurant dans les appels à propositions du programme MEDIA 2007, qui a pour effet d'exclure du bénéfice desdits appels certaines sociétés allemandes. Après analyse des plaintes, l'agence a décidé, après concertation avec la DG BUDG, pour l'avenir, de supprimer le critère litigieux des appels à propositions du programme MEDIA.

2.1.5.g Signalement de fraudes et/ou d'irrégularités

• *OLAF*

En 2008, dix cas⁷⁶ de suspicion de fraude et/ou d'irrégularités concernant des dossiers gérés par l'Agence sont apparus. Quatre cas ont été transmis par l'Agence à l'OLAF. Trois cas ont été ouverts par l'OLAF lui-même et deux cas ont été transmis à l'OLAF par le Service Juridique de la Commission dans le cadre d'une procédure de recouvrement. Le dernier cas a été transmis à l'OLAF par l'IAS à la suite d'une plainte qu'il a reçue.

Six cas de suspicion de fraude et/ou d'irrégularités concernant des dossiers gérés par l'Agence ont été clôturés par l'OLAF en 2008 dont 3 cas 2008 comme "non cases", et 3 cas 2007 dont 1 clôturé avec un «suivi judiciaire et financier» pour lequel l'Agence a entrepris le recouvrement de la subvention, 1 non-case et le dernier sans suites.

⁷⁶ Les programmes d'action communautaire concernés sont eLearning, Leonardo da Vinci, Jean Monnet, MEDIA-Formation, MEDIA Plus, Culture, Jeunesse et Citoyenneté.

Par ailleurs, un des cas transmis par l'agence en 2007 a fait l'objet d'une décision positive de "Criminal assistance" de la part de l'OLAF (assistance de l'OLAF aux autorités nationales dans le cadre de l'enquête pénale qu'elles mènent à l'égard du bénéficiaire).

Une revue des dossiers OLAF de l'agence est effectuée mensuellement en réunion de direction depuis le dernier trimestre 2008.

- *Early Warning System (EWS)*

Courant 2008, sept signalements concernant des tiers ont été communiqués au Comptable de la Commission dans le cadre du système d'alerte précoce.

2.1.5.h Protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel

La principale réalisation dans ce domaine en 2008 concerne la mise à jour des clauses relatives à l'information aux personnes concernées prévue par le règlement 45/2001 (les "privacy statements") dans les contrats de subvention et dans les documents relatifs aux procédures de recrutement. Le recrutement d'un juriste supplémentaire prévu pour le 2eme trimestre 2009 devrait permettre à l'Agence de reprendre la notification des traitements au Délégué à la protection des données et au Contrôleur européen à la protection des données.

Au niveau opérationnel, dans le cadre des processus de sélection des candidatures, les principes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ont été appliqués.

2.2. Management and Control Systems

The management and control system for the significant areas of the budget managed by the Executive Agency is presented using the standard Internal Control Template (ICT), which gives an overview of the key inherent control risks and the control systems in place to address these risks. When needed, a reference to the relevant section in the report has been mentioned.

In addition to the management of grants, the Agency has launched a few calls for tenders. However, on account of the relative minor importance of this activity, no specific template is presented for procurement in the Agency 2008 activity report.

This section presents the following building blocks towards reasonable assurance of the Authorizing Officer by Delegation (AOD) for the legality and regularity of underlying transactions of the activities assigned to him.

- Key controls that are in place and underway to reduce the probability and the impact of the key inherent risks in the Agency environment;
- Stages and main actors of the management and control systems of application;
- Internal and external supervisory and audit controls, including high level management reporting (as a complement to § 2.1.3 of the present report).

INTERNAL CONTROL TEMPLATE FOR BUDGET IMPLEMENTATION⁷⁷

1. Characteristics of the Executive Agency environment

The Executive Agency can implement the tasks that are assigned to it independently. The Director of the Agency receives a direct delegation from the Commission for the management and implementation of the budget of the Agency. The budget of the Agency consists of an operational budget for the implementation of the programmes that are delegated to it and an administrative budget to cover its overall administrative costs. The implementation of the operational budget is subject to the Commission Financial Regulation and its Implementing Rules. The implementation of the administrative budget is also governed by the specific Financial Regulation for Executive Agencies.

Core business of the Executive Agency:

- To manage the specific projects entrusted by the Commission to the Agency;
- To adopt the instruments of budget implementation for revenue and expenditure and to carry out, where the Commission has empowered it to do so, the operations necessary for the management of the Community action programmes and, in particular, those linked to the award of grants and contracts;
- To gather, analyse and pass on to the Commission all the information needed to guide the implementation of the Community programmes.

Budget of the Executive Agency:

The budget of the Executive Agency for the management of Community programmes and projects is funded by the General Budget of the EU.

Management mode

- Indirect Centralised Management for the operational budget (see also section 2.1.4.a).
- The grant award decisions are taken by the Commission when the comitology procedure applies, by the Agency Director if there is no comitology procedure. The grant period depends on the terms of the calls for proposals and the nature of the Community Action programme and actions.
- Reimbursement of actual eligible costs (for some actions, on the basis of lump sums and flat rates) - Co-financing required.

⁷⁷ In order to meet the standard structure requirements defined for the preparation of the AARs, this Internal Control Template is also presented in annex 5 to the 2008 Activity Report of the Executive Agency

Key inherent risks in the Executive Agency environment

- Many different types of projects and Community action programmes/actions, involving a large number of beneficiaries who usually do not have sophisticated management structures;
- Large number of projects and of different organisations and beneficiaries;
- Although the concerned programmes have been simplified and the use of lump sums has been enhanced to reduce the risk of errors of ineligible expenditure, in a number of areas detailed eligibility and financial rules still exist.

Key controls to reduce the probability and the impact of the above mentioned risks

Key controls in place

- Financial circuits and segregation of duties;
- control of eligibility of costs by desk checks
- Supervisory measures;
- Simplification measures and harmonisation implemented within the same programme and between different programmes (best practices)
- Use of lump sums for some programmes;
- Management information; AOSD reporting (monthly, quarterly, half-yearly and yearly (AAR));
- Centralised organisation of 2nd level ex-ante control for the operational budget transactions (MUS);
- Ex-post controls.

Key controls underway

- Extension of the simplification measures implemented to more programmes and further harmonisation (use of lump sums system).

Key figures for 2008

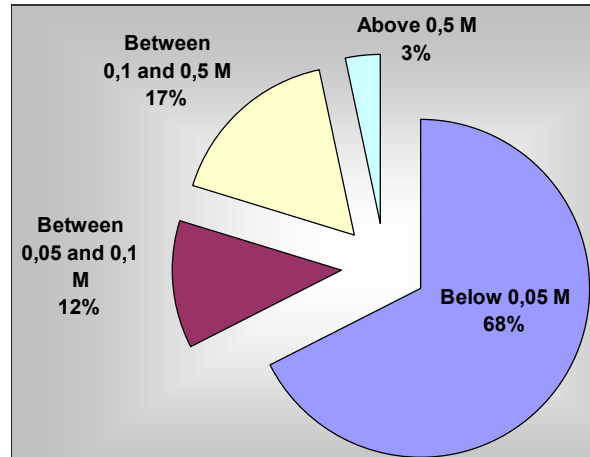
- The Agency is involved in:
 - The management of projects related to i) 6 major programmes of the current generation (2007-2013) and to ii) bilateral cooperation agreements with industrialized countries*;
 - The closure of projects related to 14 programmes of the previous generation.
 - *Number of new contracts signed in 2008:* 4.962
 - *Number of contracts running on 1st January 2008:* 8.617 (RAL 2007) *and on 31st December 2008 :* 8.117 (RAL 2008)
 - *Budget execution*
 Commitments appropriations: 488,4 Mio € (2008 rate: 99,3 %)
 Payment appropriations: 405,9 Mio € (2007 rate: 96,8 %)
- * EU-US, EU-Canada, Japan, Australia, Korea and New Zealand

- *Abnormal RAL*
934 cases closed by end 2008
- *Nature and volume of 2008 transactions:*
 Commitments: 4.962
 Payments: 7.786
 Recovery orders issued in 2008: 1.056
Total: 13.804 transactions
Average amount of commitment/contract: 102.940 €
Average amount of payment: 52.860 €

Contracts and beneficiaries profile

This graph shows the budgeted EC participation of the projects (amount and number of contracts/commitments).

Below 50.000 €: 67,4 %
 Between 50.000 and 100.000 €: 12,5 %
 Between 100.000 and 500.000 €: 16,8 %
 Above 500.000 € : 3,3 %



<p>2. Management and control systems : stages and main actors</p> <p>The objectives of these controls are to ensure good quality of selected projects, good performance and sound financial management.</p>	
<p>Selection process including preventive measures</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Proposals are selected according to their credentials and financial stability and other criteria imposed by the calls for proposals. Key controls include the screening of submitted proposals for eligibility; - The quality of proposal selection is enforced by the use of external experts for the evaluation and an evaluation committee panel (Agency + Commission) for quality control and ranking of proposals; - The award decision is taken by the Agency (if no comitology) or by the Commission (after consulting the programme committee); - Legal and financial verifications as well as safeguarding measures; - Contractualisation by grant agreements or by Decision
<p>Communication and information (see also section 2.1.6 of this report)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Multilingual website; - Information and projects' meetings (e.g. InfoDays, kick-off meetings, coordinators' meetings) with beneficiaries and applicants; - Leaflets on the programmes produced by the Commission, compendia; - Extensive guidance notes; - Valorisation strategy has been implemented for the dissemination and the exploitation or project results; - Direct contact with beneficiaries to resolve particular queries.
<p>Detective and corrective controls: (see also operational results by ABB Activity and section 2.1.4.a and 2.1.4.b "Systèmes de contrôle")</p>	<p><i>Controls before and during the implementation period of the projects:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Standard control provisions provided in the contracts; - Desk checks of expenditure based on supporting documents, including progress and final reports, and project deliverables; - Monitoring controls of projects. <p><i>Checks and monitoring during the final/closure phases of the projects:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ex post controls and audits are carried out on a small number of beneficiaries (on average between 3 and 5 % out of the payment appropriations executed in year n-1) - Projects are selected on a random basis (70%) and against risk profiles (30%).
<p>3. Internal and external supervisory and audit controls</p>	
<p>Verification that processes are working as designed (See also sections 2.1.3)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Supervision system of selecting specific control processes within the Agency and subjecting them to in-depth tests to ensure correct functioning and appropriate corrective measures; - Discussion of Risk Management and ICS – conclusions of the exercise at the Agency Management level. - In line with the requirements of the Financial Regulation and the Delegation Act, the Directors General of the parent DGs have verified and approved the internal control system and the procedures of the Agency before they became operational. When systems or procedures are modified, the parent DGs have to agree on the changes.
<p>Monitoring of performance (see also section 2.1.4.a "Systèmes de contrôle " of this report)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Audit Framework contractor is monitored via an internal team; - Close review and analysis of all reports, joint missions, and regular contacts with coordinating team responsible for quality control; - Audit framework contractor is bound to follow precise audit rules; - The management of the Executive Agency is supervised by the Steering Committee, which is chaired by the Director General from DG EAC. The Steering Committee validates all major decisions and documents and is regularly kept informed on management and control issues.

<p>IAC, IAS, ECA, EP Feedback on adequacy of the system (see also section 2.3 of this report)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Feedback is provided by the Agency Internal Audit Capability (IAC), the parent DGs IACs, the Commission's Internal Audit Service (IAS), the European Court of Auditors and in the discharge procedure before the European Parliament. Recommendations made by these bodies are followed up systematically within the Agency. - The risk assessment process also serves to integrate results of ex post controls and highlight key issues to ensure preventive mitigating action is taken.
<p>High level management reporting (see also section 2.1.3 of this report)</p>	<p><u>To the Commission</u> The Executive Agency reports regularly to its three parent DGs (DG EAC, INFSO and AIDCO) at different periods and occasions:</p> <ul style="list-style-type: none"> - According to the cooperation terms, a reporting system detailed below, has been implemented; - Meetings of the Steering Committee of the Agency and comptes rendus; - Coordination meetings with the Resources/Horizontal Affairs Directors; - Quarterly bilateral meetings between the Director of the Agency and the operational Directors of the parent DGs. <p><u>To the Director and its role in monitoring problem issues</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - The Agency priorities are in line with the Commission general objectives and are transposed into specific objectives in the Agency's Annual Management Plan. A risk analysis is carried out to identify critical risks and implement the relevant action plans; - The Agency has established roadmaps covering the planning of the specific actions delegated; - A budget implementation Plan covering the expenditure cycle has been prepared and updated. <p><u>Description of the reporting system:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Monthly</i> report on operational budget execution and financial indicators; ▪ <i>Quarterly, half-yearly</i> (in the frame of the report to the Commissioners) and <i>annual</i> (AAR) reports by the AOSD to the Director of the Agency (AOD) on progress achieved with operational objectives against indicators (AMP), on the internal control system, audits, finances and budget execution. The AOSD reports in 2008 have not revealed any significant occurrence of errors in the underlying transactions under their responsibility, or significant control system weaknesses. All reports produced by the Agency are transmitted to the parent DGs. ▪ <i>Weekly</i> meetings of the management and comptes rendus. ▪ <i>Monthly</i> bilateral meetings between the Director and the Agency Heads of Unit.

2.3 Follow-up of previous year's reservations - Audit recommendations and Follow-up - Audit work

This section presents the following building blocks towards reasonable assurance of the Authorizing Officer by Delegation (AOD) for the legality and regularity of underlying transactions of the activities assigned to him.

- Results from independent audits during the reporting year (IAC's audit work and follow-up, relevant IAS audit reports and relevant findings of the ECA);
- Follow-up of action plans in reply to audit work performed in previous years, including ECA recommendations and of IAS and IAC reports, and follow-up to previous year's reservations.

2.3.1 Follow-up of 2007 Annual Activity Report (AAR) of the executive Agency

No reservation was issued in the 2007 Activity Report of the executive Agency.

2.3.2 European Court of Auditors' recommendations and follow-up (ECA)

The Court of Auditors carried out its annual audit on the Agency's financial statements end February 2008 adopted the final report on the accounts 2007 mid-September 2008 giving positive opinion on their reliability and the legality and regularity of the underlying transactions.

Four observations were made: observation on the budgetary principle of annuality, improvement in the programming and budgeting of the Agency's activities, incomplete documentation supporting an intermediate payment, formal recruitment practical guidelines.

The reply from the Agency has been transmitted to the Court and to the parent DGs.

Beginning of April 2008, the Court of Auditors launched an audit on the performance of the Executive Agencies, including EACEA. The Statement of preliminary findings has been issued by the Court mid-December 2008 and the Agency gave its contribution for the preparation of the Commission's reply.

2.3.3 IAS' recommendations and follow-up

In 2008 the IAS concluded the *audit on recoveries* which started in 2007. The final report of November 2008 issued 5 recommendations specifically addressed to EACEA: 3 very important (Timing to effectively close a Recovery Order, Management of Executive Agency's disputed Recovery Orders, Backlog of files assigned to the Legal Service) and 2 important. A sixth recommendation on providing the Agency with access to information has been addressed to the Commission Legal Service (LS) and for information to the Agency. All the recommendations have been accepted and, following the auditee's assessment, have been implemented by year end 2008. The Agency will participate in the inter-service task force established by DG BUDG and LS.

During 2008 the IAS carried out a joint audit with the Agency's IAC on *grant management, awarding and contracting*, detailed under point 2.3.4 below.

En ce qui concerne les audits de l'IAS des années antérieures, le suivi des recommandations de l'IAS sur les circuits financiers visant le budget opérationnel s'est poursuivi. Les recommandations concernant les routing slips et check-lists ont été mises en œuvre ainsi que les recommandations concernant les droits d'accès.

Un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations "very important" a été développé et les actions principales ont été mises en œuvre. Fin 2008, dans le cadre des différents audits de IAS, 7 recommandations restent ouvertes. Toutes les recommandations "Very Important" ont été mises en œuvre.

2.3.4 IAC work and follow-up of previous years' recommendations

▪ *Assurance work carried out in 2008*

1) *Audit on Internal Control Standards.*

The final report of June 2008 issued 15 recommendations: 2 very important (Inventory of main procedures to be completed, procedures to be properly documented and available), 9 important and 4 desirable. All the recommendations have been accepted.

2) *Audit on selection procedures of the 2007 programmes*

A joint audit EACEA IAC/IAS was carried out in 2008 on "Grant management, awarding and contracting" procedures for 2007 programmes. Due to the need of respecting the specific IAS procedures, the audit took more time than expected. Beginning of December, the final IAS/IAC joint audit report issued 9 recommendations, 3 very important (roadmap and internal reports on applicants and beneficiaries, definition of eligibility criteria, different methodologies used for scoring) and 6 important. All the recommendations have been accepted by the auditee.

3) *IT audit of the Agency's IT services for the operational units*

The audit was carried out by external resources (Ernst & Young TSRS) and coordinated by the IAC of the Agency. The final report received end 2008 issued 16 recommendations: 5 very important (harmonisation of workflow processes, logical access, strategic and tactical planning, IT risk plan, business continuity management), 9 important and 2 desirable. All the recommendations have been accepted by the auditee. The action plan to implement the recommendations has been prepared and was in the phase of revision by the Agency's management before approval beginning of 2009.

4) Concerning the audit on the *recruitment of temporary agents*, 20 out of 21 recommendations issued by the IAC in 2007 have been implemented in 2008. Only one desirable is still ongoing at 31 December 2008.

5) Proper and constructive relations are maintained with the IACs of the parent DGs and the IAS. Following the terms of cooperation, the preparation of the audit plan is carried out in coordination with the parent DGs IACs. Apart the above mentioned joint audit, the IAS and the Agency's IAC follow since November 2006 a coordinated strategic and annual planning approach.

▪ *Follow-up of audit recommendations issued by DG EAC and DG INFSO IACs*

According to the cooperation terms between the parent DGs and the Executive Agency, the Agency has proposed action plans in 2006 and 2007 to implement the recommendations laid down in the audit reports issued by the IACs of DG EAC and DG INFSO in previous years and related to activities transferred to the Agency:

In 2008 the Agency's IAC carried out the follow-up of the following audits:

1) Follow-up of DG EAC "*Audit of the control systems in place (projects)*": follow up report issued end of June 2008. At year end 2008 following the auditee's assessment, 20 recommendations are implemented, 3 not applicable and 3 not yet fully implemented.

2) Follow-up of DG EAC "*Audit on grants of the former Title A-3 of the budget*": follow up report issued mid-December 2008. All the recommendations have been implemented or closed.

- 3) Follow-up of DG EAC "*Audit on Selection procedures*": follow-up report issued mid-December 2008. All the recommendations have been implemented or closed.
- 4) Follow-up of DG INFSO "*Audit of financial management within Directorate INFSO-A –Phase 2–Interim report*": follow-up report issued mid-December 2008. All the recommendations have been implemented or closed. The IAS will carry out the follow-up of their recommendations in 2009.
- 5) The follow-up of the 2 DG EAC "*Audits on Final reports and RAL*" will be completed in 2009. At year end 2008 following the auditee's assessment 13 recommendations out of 18 are implemented and 5 are not applicable.

2.4 Key indicators supporting reasonable assurance

This section presents the key indicators on legality and regularity and sound financial management that constitute one of the building blocks towards reasonable assurance of the Authorizing Officer by Delegation (AOD) for the legality and regularity of underlying transactions of the activities assigned to him (assessment by management).

In addition, this section reports on the effectiveness of the implementation of the Internal Control Standards for effective management as well as on the contribution of the Agency's IAC to the assurance process, including the IAC's opinion on the quality of control systems in the Agency.

2.4.1 Key indicators on legality and regularity and sound financial management for the key controls identified

Input: resources devoted to ensure legality and regularity of underlying transactions	
1. Ex-ante control	<p><i>Staff devoted to ex-ante control</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Decentralized ex-ante: 35 financial officers are devoted to ex-ante control (first level); 100 % of operational transactions are controlled within the operational units of the Agency. Centralized ex-ante: 5 persons – 2nd level ex-ante control for 5 % of the <u>operational</u> transactions of operational (MUS);
2. Ex-post control	<p><i>Staff devoted to ex-post</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Centralised control: 5 persons
3. IAC	<p><i>Staff devoted to the Internal Audit Capability</i></p> <ul style="list-style-type: none"> 3 persons
4. External audit activities	<p>Financial resources used to fund outsourced external audit activities</p> <ul style="list-style-type: none"> 815.000 € in 2008 (commitments)
Output: controls before or during project implementation	
<ul style="list-style-type: none"> ± 240 monitoring visits in 2008 705 dossiers have been subject to 2nd level ex-ante verification (MUS); Eleven dossiers have been subject to an SR opinion. 73 exceptions recorded in 2008 0 instances of overriding controls in year 2008 Number of staff trained on the revised internal control standards in 2008: 115 participants 	
Output: controls carried out during the ex-post phase of projects	
<ul style="list-style-type: none"> Total de la valeur des contrats du plan d'audits ex-post 2008 et audits ad hoc (payés): 17,5 Mio € Valeur des contrats dont les rapports d'audit (contrôle ex-post) sont finalisés en 2008: 23,287 Mio € 	
Results	
<ul style="list-style-type: none"> Taux d'erreur des contrôles ex-post: 2,1 % (erreurs négatives), ce taux ne saurait être extrapolé à l'ensemble des paiements de l'Agence compte tenu de l'absence d'erreur systémique. Amount of recovery orders linked to ex post controls issued in 2008: 247.000 € Number of reservations in Annual Activity Report of the Agency: 0 	

2.4.2 Niveau de mise en œuvre des exigences de base des standards de contrôle interne (ICS)

Les standards de contrôle interne, développés par la Commission, ont fait l'objet d'une révision. Celle-ci a été mise en œuvre au sein de l'Agence et la décision a été signée le 29 juillet 2008.

Au 31 décembre 2008, la revue annuelle de mise en œuvre des exigences de base permet de constater la progression continue de "mise en œuvre complète" des standards par rapport aux années précédentes. Ceci se traduit par un taux de 85 %⁷⁸ et par 11 % de "mise en œuvre partielle" et un faible pourcentage de standards "non mis en œuvre" (celui relatif aux postes sensibles qui sera développé au 1^{er} semestre 2009 sur base des nouvelles guidelines en la matière de la Commission).

La priorité a été mise en 2008 sur le suivi des standards concernant la politique et la gestion du personnel (ICS 4) mais aussi plus particulièrement la gestion financière (ICS 13) ainsi que sur la documentation des procédures (ICS 8).

Par ailleurs, en ce qui concerne l'appropriation des standards de contrôle interne par le personnel, de nouvelles formations sur le contrôle interne ont été dispensées en 2008 via le contrat-cadre coordonné par la DG BUDG.

2.4.3 Résultats de l'exercice iCAT (internal control assessment tool)

L'exercice iCAT a été lancé en janvier 2009 au sein de l'Agence en vue d'apprécier la perception du personnel quant à la mise en œuvre des nouveaux standards. Celui-ci a été clôturé début février 2009. Suite à la révision des standards, le questionnaire était totalement différent et s'adressait particulièrement aux chefs d'unité. Le questionnaire a été discuté, au sein de chaque unité, avec les chefs de secteur.

Au niveau global, la hausse de la mise en œuvre reflète les efforts effectués en 2008 même si des améliorations sont toujours nécessaires pour certains standards.

Dans le cadre de la revue de mise en œuvre des standards, si quelques "baseline requirements" doivent encore être développés et/ou améliorés en 2009. Les résultats confirment d'une part, que les baseline requirements les plus importants dans le cadre de l'exécution financière sont bien intégrés et mis en œuvre au sein de l'Agence et d'autre part, que certains standards doivent encore être améliorés en 2009. En comparaison avec l'exercice iCAT 2007, la perception est globalement meilleure (66%) que celle de l'exercice 2007 (54%). Néanmoins, une réelle comparaison n'est pas possible suite à la révision.

Le plan d'action a déjà fait l'objet d'une mise à jour suite à la révision des standards mais devra intégrer les actions nécessaires pour répondre aux faiblesses identifiées afin de finaliser et/ou améliorer la mise en œuvre et la perception au sein de l'Agence.

Les 3 standards prioritaires pour 2009 seront les processus et les procédures (ICS 8), la supervision par le Management (ICS 9), ainsi que l'information et la communication (ICS 12).

2.4.4. Contribution of the Agency's IAC to the assurance process

The assurance process has included the outcome of the activities of the Agency's IAC, which are summarised in its annual opinion to the Director on the Agency's management and control systems, which points out that the internal control system in place provides reasonable assurance regarding the achievement of the business objective set up for the activities

⁷⁸ Les "baseline requirements" non applicables à l'Agence Exécutive ont été neutralisés dans le calcul du taux d'implémentation.

audited. In addition, the IAC confirms that he is not aware of anything not reported by him to the Director of the Agency, which may lead to a reservation in the 2008 Activity Report.

The opinion has been drawn up taking the following elements into account:

- The result of the assurance work carried out by the IAC in 2008, as summarised under point 2.3.4 above;
- The preliminary work for the on going audits on procurement procedures and on ex post controls and supervision;
- The result of the follow-up of the parent DGs previous audit reports
- The outcome of the audits carried out by the IAS on recoveries and by the Court of Auditors on the Agency's financial statements 2007 and on the performance of the Executive Agencies;
- The participation in the weekly Direction meetings and in specific ad hoc meetings, and the frequent consulting activities on different Agency's matters;
- The coordination with the IAS and the IACs of the parent DGs.

2.5 Conclusion on the effectiveness of the internal control system

Depuis le démarrage de ses activités opérationnelles, l'Agence exécutive a mis en place, puis renforcé un système de contrôle interne qui répond aux enjeux de sa mission et à la nature de ses activités. En effet, le contrôle interne tient un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'Agence et est partie intégrante de ses activités tant administratives qu'opérationnelles.

En 2008, les efforts, se sont poursuivis et ont conduit à la mise en œuvre des exigences de base de la très grande majorité des standards de contrôle interne, au renforcement des standards déjà implémentés et, sur base de l'expérience acquise, au développement de nouvelles procédures et de systèmes de contrôle plus performants. Les résultats atteints dans le cadre des exercices de desk review ainsi que iCAT confirment le niveau de mise en œuvre du système de contrôle interne de l'Agence (cf. sections 2.4.2 et 2.4.3). Les efforts de formation et de sensibilisation du personnel se sont par ailleurs poursuivis en tout au long de l'année 2008.

La consolidation des procédures s'est poursuivie avec notamment la mise à jour du manuel général des subventions, des modules spécifiques des programmes et l'établissement d'un inventaire des procédures et d'un plan d'action visant à leur mise à jour.

En ce qui concerne le contrôle des transactions financières, la vérification exhaustive des appels à proposition et des appels d'offres, ainsi que la vérification ex ante additionnelle par échantillonnage d'un certain nombre de transactions n'a pas révélé d'anomalies significatives quant au respect du Règlement financier. En ce qui concerne les audits ex-post, les erreurs négatives constatées sur des audits clôturés au 31 décembre 2008 s'élèvent à 2,1 % de la valeur des 172 contrats audités et clôturés en 2008. Toutefois, le taux d'erreur estimé compte tenu du poids relatif des audits dirigés et des audits aléatoires par rapport à la valeur totale des projets est limité à 1,6 % bien en deçà du seuil de matérialité de 2 %. Etant donné que les erreurs les plus importantes concernent des audits dirigés (qui représentent moins de 10% de la valeur totale des projets) relatifs à l'ancienne génération de programmes, ce taux ne peut, en outre, être extrapolé à la nouvelle génération de programmes compte tenu du recours à des modes de financement simplifiés (barèmes, forfaits).

Grace aux actions continues mises en place en matière de reporting et de monitoring, l'année 2008 se caractérise par un très bon niveau d'exécution budgétaire à hauteur de 99,3 % en crédits d'engagement et 96,8 % (en progression par rapport à 2007) en crédits de paiement. En ce qui concerne les délais de paiement, des progrès importants ont été accomplis permettant à l'Agence d'avoir un délai moyen de paiement de 44 jours en 2008. Par ailleurs, les objectifs fixés aussi bien en ce qui concerne le traitement du RAL anormal que celui des ordres de recouvrement ont été atteints. En outre, le plan qualité comptable a été mis en œuvre. En ce qui concerne l'harmonisation et la performance des systèmes informatiques, l'Agence a poursuivi, en coordination avec la DG EAC, les travaux de mise en service d'un système local

de gestion plus performant (SYMMETRY), avec des expériences pilotes en 2008 au niveau soumission électronique de propositions et gestion contractuelle des projets sélectionnés.

Courant 2008, l'IAC de l'Agence a mené à bien une grande partie des activités d'audit prévues.

En conséquence, l'efficacité des systèmes de contrôle mis en œuvre au sein de l'Agence permet d'avoir une assurance raisonnable de la bonne gestion financière au regard des transactions effectuées par l'Agence exécutive et des modes de gestion en application en 2008. Les résultats et conclusions des contrôles effectués permettent d'étayer cette assurance.

Ces résultats doivent cependant tenir compte des points suivants qui restent à améliorer. Les principales améliorations concernent la mise en œuvre partielle de certains standards relatifs à la politique du personnel et la consolidation de certaines procédures pour lesquels des mesures prioritaires ont été prévues pour l'année 2009. En complément, des actions de sensibilisation et de formation seront également poursuivies.

Dans le contexte actuel et vu le cadre de contrôle de l'Agence, la mise en œuvre partielle des exigences de base de ces standards n'affecte pas le système permettant de détecter des faiblesses. En effet, les ressources ont été allouées et utilisées aux fins prévues et les structures et systèmes de contrôle et de gestion mis en place au sein de l'Agence permettent d'assurer la légalité et la régularité des opérations ainsi que la bonne gestion financière de l'ensemble des transactions.

PARTIE 3 – RESERVE ET IMPACT SUR LA DECLARATION D'ASSURANCE

Comme souligné dans les lignes directrices annexées à la Communication COM(2003)28 du 21 janvier 2003, la matérialité d'une faiblesse se doit d'être examinée dans le contexte à l'origine de la faiblesse.

Dans le cadre de cette évaluation, les éléments d'analyse suivants ont été pris en compte:

- La nature des activités de l'Agence;
- L'environnement des risques et le cadre de contrôle de l'Agence ;
- Le contexte et les attentes des DG de tutelle.

Lors de cette analyse, le système de contrôle interne, sur lequel le Directeur de l'Agence repose principalement sa déclaration d'assurance, a été mis en perspective. Le cadre, la chaîne et l'évaluation du résultat des contrôles ont été pris en compte ainsi que les mesures compensatoires et les perspectives de résolution⁷⁹. Par ailleurs, le Directeur de l'Agence fonde également son assurance raisonnable quant à la légalité et de la régularité des transactions sous-jacentes aux activités qui lui sont assignées sur l'assurance fournie par ses ordonnateurs subdélégués via leur rapports trimestriels, semestriel et annuel au cours de l'année 2008. Ces rapports réguliers (AOSD reporting) n'ont pas révélé de faiblesse susceptible d'impacter sur la réputation de l'Agence exécutive, d'erreurs significatives dans les transactions sous leur responsabilité, ni de faiblesses significatives dans le système de contrôle interne de l'Agence.

En ce qui concerne l'analyse des résultats des contrôles ex-post, le taux d'erreur estimé compte tenu du poids relatif des audits dirigés et des audits aléatoires par rapport à la valeur totale des projets est limité à 1,6 % très en deçà du seuil de matérialité de 2%. Ce taux ne saurait en outre être extrapolé à l'ensemble des programmes ou des actions gérées par l'Agence compte tenu du fait 1) que les erreurs les plus importantes concernent des audits dirigés pour des projets de l'ancienne génération de programmes gérés pour la plupart par la Commission, 2) du recours désormais accru à des modes de financement simplifiés (barèmes, forfaits) et 3) que par ailleurs, les raisons des principaux ajustements recommandés par les auditeurs n'ont pas conduit à l'identification d'élément systémique ou structurel à l'origine des erreurs.

De même, les derniers standards de contrôle interne devant encore être partiellement mis en œuvre au 31 décembre 2008, comme le révèle le desk review (section 2.4.2), ne représentent pas une faiblesse matérielle, étant donné que les principaux standards pertinents pour l'activité de l'Agence, à savoir la gestion des subventions et également celle des marchés (en nombre plus limité), sont implémentés aussi bien au niveau exigences de base qu'au niveau appropriation effective par le personnel, tel que corroboré par les résultats de l'exercice iCAT (section 2.4.3).

Par ailleurs, les conclusions des audits conduits par la Cour des Comptes et l'IAS, y compris pour les exercices antérieurs à 2008, n'ont fait apparaître aucun élément critique vis-à-vis de l'Agence Exécutive et susceptible de mettre en question l'assurance raisonnable que les ressources allouées aux activités décrites dans le présent rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place donnent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

⁷⁹ Les "building blocks" conduisant à l'assurance raisonnable de l'ordonnateur délégué pour la légalité et régularité des transactions sous-jacentes aux activités qui lui sont assignées, sont décrits aux sections 2.1, 2.2, 2.3, 2.4 et 2.5.

Les observations émises par l'IAS dans le cadre de ses missions de contrôle d'attribution des subventions et des ordres de recouvrements et la contribution de l'audit interne dans le cadre de l'élaboration du présent rapport annuel ne remettent pas en cause ce constat. En outre, le suivi des audits antérieurs effectués auprès des DG EAC et INFSO (par l'IAS et leur capacité d'audit interne respective) montre qu'une très large majorité des recommandations émises à l'issue de ces audits étaient mises en œuvre par l'Agence à fin 2008.

En outre, l'opinion de l'IAC de l'Agence exécutive établie sur base des résultats des audits réalisés tant par l'IAC de l'Agence, des IAC des DG de tutelle, que par l'IAS et la Cour des Comptes fournit une assurance raisonnable quant au système de contrôle en place et ne relève pas d'élément susceptible de justifier une réserve dans le rapport d'activité 2008 de l'Agence.

Compte tenu de ces éléments d'information, l'Agence exécutive n'estime pas nécessaire d'émettre une réserve, mais apportera un effort particulier en 2009 à la mise en œuvre des standards de contrôle interne pour lesquels les exigences de base sont partiellement implémentées au 31 décembre 2008.

PARTIE 4 – DECLARATION D'ASSURANCE

Je soussigné, Gilbert Gascard

Directeur de l'Agence exécutive "Education, audiovisuel et culture"

en ma qualité d'ordonnateur délégué pour les crédits opérationnels et d'ordonnateur pour les crédits de fonctionnement de l'Agence exécutive

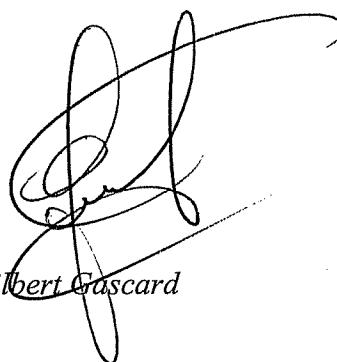
Déclare par la présente que les informations contenues dans le présent rapport sont sincères et véritables⁸⁰.

Affirme avoir une assurance raisonnable que les ressources allouées aux activités décrites dans le présent rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière et que les procédures de contrôle mises en place donnent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

Cette assurance raisonnable se fonde sur mon propre jugement et sur les éléments d'information à ma disposition comme par exemple, les résultats de l'auto-évaluation, des contrôles ex post, des travaux de "l'internal audit capability", des observations du Service d'audit interne ainsi que des enseignements retirés des rapports de la Cour des comptes relatifs aux exercices antérieurs et à celui de cette déclaration.

Confirme en outre n'avoir connaissance d'aucun fait non signalé pouvant nuire aux intérêts de l'institution.

Fait à Bruxelles, le 31 mars 2009



Gilbert Gascard

⁸⁰ Sincère et véritable dans ce contexte signifie une vue fiable, complète et correcte de l'état des affaires dans le service.

ANNEXES (PRESENTEES SEPARMENT)

1. STATEMENT OF THE RESOURCES HEAD OF UNIT OF THE EXECUTIVE AGENCY
2. FOLLOW-UP OF PREVIOUS SYNTHESIS'S ACTION PLAN
3. HUMAN AND FINANCIAL RESOURCES BY ABB ACTIVITY
4. DRAFT ANNUAL ACCOUNTS AND FINANCIAL REPORTS FOR FINANCIAL YEAR 2007
5. INTERNAL CONTROL TEMPLATE FOR BUDGET IMPLEMENTATION (CF.PAGE 54 DU RAPPORT)